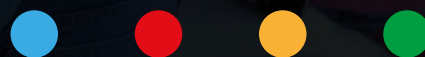




© HIHFAD

Transferts Monétaires pour obtenir des résultats probants en matière de protection dans l'action contre les mines



Cartographie des essais et recommandations pour des actions futures

DÉCEMBRE 2020

Remerciements



Ce document a été préparé au sein du Groupe Mondial pour la Protection (GMP), par une équipe de travail sur le thème « Des Liquidités pour Protéger » (Cash for Protection - TT C4P). L'équipe en charge a été créée en 2017 dans le but d'accroître les connaissances sur l'utilisation des Transferts Monétaires (TM) dans le secteur de la protection et d'accroître l'efficacité et la qualité des programmes utilisant les TM pour obtenir des résultats probants en matière de protection. Avec un système d'adhésion ouverte, il réunit actuellement plus de 40 participants répartis dans 30 organisations, représentant ainsi une variété d'organisations, de pays et d'expériences à la fois sur la protection et les TM.

Nos remerciements particuliers à Bill Marsden, le consultant qui a dirigé cette recherche et qui a rédigé le rapport. Nos remerciements particuliers également au groupe consultatif, comprenant des membres de l'équipe de travail du Groupe Mondial pour la Protection (GMP) sur Des Liquidités pour Protéger et des membres du Domaine de Responsabilité du Déminage Humanitaire (DdR-DH). En particulier à : Edward Fraser (Conseil Danois pour les Réfugiés [CDR]), Elke Hottentot (Humanité et Inclusion), Christelle Loupforest (Service anti mines des Nations unies [UNMAS]), Keiko Tamura (Hand in Hand for Aid and Development), Michael Boyce (Groupe consultatif pour les Mines [Mines Advisory Group]), Michael Copland (UNICEF), Murat Yucer (ProCap), Sebastian Kasack (Groupe consultatif pour les Mines [Mines Advisory Group]) et Tenzin Manell (Commission des Femmes pour les Réfugiés [Women's Refugee Commission-WRC]).

Un grand merci pour les précieuses informations fournies par les informateurs clés que nous avons interrogés : Abandokht Sarkarati (CDR), Alizada Firoz (Unité de Soutien Opérationnel – de la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel – au Centre International de Déminage Humanitaire de Genève [USO-CIDHG]), Almedina Music (Groupe Danois de Déminage), Daniel Bertoli (Groupe Danois de Déminage), Jo Burton (CICR), Keiko Tamura (Hand in Hand for Aid and Development), Liam Harvey (Groupe Danois de Déminage), Jabran Teheri (Oxfam), Matyas Juhasz (Bureau des Nations Unies pour les Services d'Appui aux Projets [BNUSAP]), Sebastian Kasack (Groupe Consultatif sur les Mines), Pierluigi Sinibaldi (Save the Children) et Mihlar Mohammad Abdul Malik (UNICEF).

Un grand merci aux aimables examinateurs, y compris les membres du groupe consultatif, ainsi qu'à Dale Buscher et Diana Quick (WRC), Jo Burton (CICR), Rasmus Sandvoll Weschke (Aide populaire norvégienne [APN]) et Nancy Polutan-Teulieres (GMP).

Pour plus d'informations, contactez Tenzin Manell, directrice adjointe, Liquidités et Moyens de subsistance, Commission des Femmes pour les Réfugiés, TenzinM@wrcommission.org, ou Stefan Schmoldt, conseiller technique - aide financière, IRC, stefan.schmoldt@rescue.org.

Photo de couverture : Un jeune homme a reçu son déambulateur et son attelle à l'intérieur de sa tente dans un camp de PDI. © Hand in Hand for Aid and Development

Toutes les photos © Hand in Hand for Aid and Development

© Groupe Mondial pour la Protection 2020, Équipe spéciale du Groupe mondial pour la protection sur Des Liquidités pour Protéger, Hand in Hand for Aid and Development et Women's Refugee Commission (la Commission des Femmes pour les Réfugiés)



Sommaire



Acronymes.....	i
Résumé analytique.....	1
1. Introduction.....	7
2. Constatations.....	15
3. Exemples montrant que les TM contribuent aux bons résultats de la protection dans l'AHM	17
4. Analyse.....	31
5. Lacunes en matière d'information et recherches futures recommandées	39
6. Conclusion et recommandations.....	43
Annexe 1 : Méthodologie	49
Annexe 2 : Résultats des TM-DH trouvés dans la documentation publiée et par le biais des entretiens avec des informateurs clés	51
Annexe 3 : Références	63



Acronyms



AHM	Action Humanitaire contre les Mines
ALPC	Armes Légères et de Petit Calibre
APMBT/MBT	Convention sur l'Interdiction des Mines Antipersonnel
APN	Aide Populaire Norvégienne
CaLP	(Cash Learning Partnership)
CCM	Convention sur les Armes à Sous-Munitions
CCW	Convention sur Certaines Armes Classiques
CDPH	Convention relative aux Droits des Personnes Handicapées
CDR/GDD	Conseil Danois pour les Réfugiés/Groupe Danois de Déminage
CIIMT	Campagne Internationale pour l'Interdiction des Mines Terrestres
CICR	Comité International de la Croix-Rouge
DdR	Domaine de Responsabilité
DfID	Ministère du développement international (gouvernement du Royaume-Uni)
DH	Déminage Humanitaire
DTSA	Données Triées par Sexe et par Âge
ENE	Engin Non Explosé
FCDO	Bureau des Affaires étrangères et du Commonwealth (gouvernement du Royaume-Uni, y compris le DfID)
GCM	Groupe Consultatif sur les Mines
GMP	Groupe Mondial pour la Protection
HI	Humanité et Inclusion
HIHFAD	(Hand in Hand for Aid and Development)
LC	Liaison Communautaire
LTP	Logement, Terre et Propriété
ME	Munitions Explosives
MPC	Somme d'Argent à Usages Multiples
NILAM	Normes Internationales de l'Action Anti mines
NMAA	Autorité Nationale de Lutte Anti mines
ODD	Objectif de Développement Durable
PDI	Les Personnes Déplacées Internes
PDM	Panier de Dépenses Minimales
PE	Protection de l'Enfance
PMWRA	Bureau américain d'élimination et de réduction des armes, rattaché au Bureau des affaires politico-militaires
RC	Réadaptation Communautaire
SOP	Procédures Opérationnelles Permanentes
SRME	Sensibilisation aux risques liés aux Munitions Explosives
TICM	Traité d'Interdiction Complète des Mines antipersonnel
TE	Transfert d'espèces
TM	Transferts Monétaires
TTC4P	L'Équipe Spéciale sur Des Liquidités pour Protéger
UNMAS	Service de Lutte Anti mines des Nations Unies
USD	Dollar américain
USO	Unité de Soutien Opérationnel (de la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel)
VBG	Violence Basée sur le Genre
WRC	Women's Refugee Commission (Commission des Femmes pour les Réfugiés)



Résumé analytique



Les Transferts Monétaires (TM) peuvent être un outil efficace, le cas échéant, pour renforcer la sécurité et la résilience des personnes, des ménages et des communautés touchés par la crise. Pourtant, les TM ne sont pas utilisés systématiquement dans le cadre de l'Action Humanitaire contre les Mines (AHM). Les agences d'AHM se concentrent souvent sur deux des piliers du déminage humanitaire, à savoir i) la libération des terres - l'arpentage et le déminage des terres contaminées par des munitions explosives (ME) et ii) la sensibilisation aux risques liés aux munitions explosives (SRME).

La nouvelle Norme Internationale de l'Action Anti mines (NILAM) 13.10¹ sur l'Assistance aux Victimes encourage les organismes d'AHM à veiller à ce que les survivant(e)s des ME soient informé(e)s sur les services dont ils/elles ont besoin et à ce qu'ils/elles y aient accès. L'introduction de la NILAM 13.10 stipule que « ... répondre aux besoins à court, moyen et long terme des femmes, des filles, des garçons et des hommes qui ont été blessés par des munitions explosives (ME) et s'occuper des familles et des communautés touchées exige une approche multisectorielle holistique et intégrée. La grande majorité de l'Assistance aux Victimes [...] est gérée à l'extérieur du secteur, bien que le secteur lui-même ait plusieurs rôles importants à jouer. » Cela clarifie l'espoir de voir les agences d'AHM soutenir les survivant(e)s des ME si l'État n'est pas en mesure de s'acquitter de ses responsabilités.

Les TM pourraient être un outil efficace permettant aux organismes de l'AHM ou à leurs partenaires de combler tout écart entre la disponibilité des services et l'accès à ceux-ci. Les obstacles à un véritable accès à l'aide humanitaire devraient être analysés et traités par tous les acteurs humanitaires. L'octroi de TM aux personnes pour soutenir les résultats en matière de protection devrait s'inscrire dans le cadre d'une approche plus large, conformément aux recommandations formulées par d'autres DdR (p. ex. la Violence Basée sur le Genre et la Protection de l'Enfance).

Cette étude examine l'utilisation des TM dans l'AHM et présente des pratiques émergentes et prometteuses qui utilisent les TM pour soutenir les individus, les groupes et les communautés vulnérables et ainsi obtenir des résultats de protection dans le Déminage Humanitaire. Il traite également – dans une certaine mesure – des programmes de protection intégrés. Le rapport est basé sur une recherche documentaire, des contacts avec 140 professionnels et 13 entretiens avec des informateurs clés, avec des spécialistes sur le terrain et des conseillers globaux. Il aboutit ainsi à 47 exemples de TM utilisés dans les zones touchées par les ME pour améliorer les résultats de la protection. Chaque exemple est cartographié par modalité d'intervention et résultat obtenu en matière de protection sur une carte des essais menés.

¹ Le rôle et les responsabilités de chaque partie prenante du Déminage Humanitaire sont explicités dans les normes de la NILAM. Voir https://www.mineactionstandards.org/fileadmin/user_upload/IMAS_13-10_Ed1.pdf.



Exemples montrant que les TM contribuent aux bons résultats en matière de protection dans l'AHM

Bien que leur portée et leur échelle soient plus limitées que celles des autres DdR spécialisés (Protection de l'enfance, Violence basée sur le genre et Logement, terre et propriété), certaines agences de protection et d'AHM ont commencé à utiliser les TM dans les zones touchées par les ME. Cependant, ces essais ne concernaient pas l'ensemble des cinq piliers de l'AHM. Ces observations portent sur la sensibilisation aux risques (en particulier le fait de minimiser les risques) et l'Assistance aux Victimes. Toutefois, aucun exemple n'a été trouvé dans les cas de libération de terres, de destruction des stocks ou de promotion.

La réduction des risques comprend des exemples comme la réduction de l'exposition des personnes à haut risque aux ME et l'ajout de valeur aux terres après l'achèvement du processus de déminage par l'intermédiaire des TM pour :

1. Aider les agriculteurs à investir dans de nouvelles activités agricoles et à éviter les champs connus pour être dangereux ;
2. Réduire la fréquence des visites dans les zones dangereuses connues, dans le but de recueillir du bois de chauffage, en facilitant la production et la vente de fours à bois à plus haut rendement dans leurs collectivités ;
3. Soutenir la reconstruction des maisons endommagées par les ME ; et
4. Encourager la construction de nouveaux canaux d'irrigation après le déminage, permettant ainsi la culture des terres tout au long de l'année.

L'Assistance aux Victimes² offre des exemples où, les TM ayant été utilisés pour soutenir les survivant(e)s des ME, il a été possible d'aborder les étapes du traitement et du rétablissement :

1. Soutien curatif (d'urgence) : des transferts en espèces pour couvrir les frais de transport vers les établissements de santé voisins, les coûts du traitement et les frais pour couvrir les repas des membres de la famille qui accompagnent le/la survivant(e) des ME.
2. Soutien réparateur (y compris l'aide au revenu du ménage et le soutien à la réadaptation) : pour réduire le fardeau financier de la famille du/de la survivant(e) des ME pendant que celui-ci/celle-ci termine son traitement. L'aide comprend des transferts mensuels pour éviter le recours à des stratégies d'adaptation négatives et pour couvrir des éléments de soins de santé qui ne sont pas gratuits.
3. Soutien des moyens de subsistance : des transferts d'espèces pour soutenir les moyens de subsistance pendant la période de reprise, tels que le remplacement du revenu, ainsi que la formation professionnelle.
4. Frais de scolarité : des transferts d'espèces aux familles des survivant(e)s des ME en âge d'aller à l'école pour encourager leur scolarisation et la fréquentation scolaire.

2 Aucun exemple montrant que les TM tendent à encourager des améliorations en matière d'accessibilité n'a été rapporté. Cela-dit, c'est un domaine prometteur dans lequel nous pourrions utiliser les TM.

5. Aide funéraire : des transferts d'espèces à la famille d'une victime des ME pour l'aider à faire face aux frais funéraires.

Ces pratiques émergentes peuvent être davantage menées, dotées de ressources supplémentaires et mises à l'échelle adéquate afin de mieux servir les collectivités touchées par les ME.

Lacunes en matière d'information et recherches futures recommandées

Alors que les Données Triées par Sexe et par Âge (DTSA) sont la norme dans la collecte de données humanitaires, ces outils ne parviennent généralement pas à saisir des données spécifiques au handicap. Bien qu'il soit largement reconnu que les personnes handicapées représentent une part importante de la population dans les communautés touchées par les conflits, des données précises sur les survivant(e)s des ME ne sont pas prises en compte dans les vues d'ensemble des besoins humanitaires. Ceci empêche d'accorder les ressources nécessaires, à une échelle suffisante, pour répondre aux besoins de cette population. En outre, le potentiel des TM dans l'AHM est sous-exploité, en particulier lorsqu'il pourrait encourager la réduction des comportements à risque liés aux ME et le déploiement d'une assistance aux victimes.

Cette réalité se retrouve aggravée par l'absence d'accord entre les donateurs sur la question de savoir si le soutien aux survivant(e)s des ME doit dépendre de l'AHM ou des principaux organismes humanitaires. Ceci est d'autant plus vrai pour les survivant(e)s qui habitent encore dans des zones reculées affectées par les ME. Les résultats montrent une stagnation et un faible niveau de financement de la part des deux groupes de donateurs.³ Le désir des donateurs d'AHM d'augmenter leur soutien à l'Assistance aux Victimes et à la réduction des risques liés aux ME n'apparaît pas clairement. Pour la première fois, de récentes directives sectorielles⁴ recommandent que les acteurs de l'AHM fournissent une assistance initiale de dernier recours aux survivant(e)s des ME après un accident. Les TM semblent être adaptés à cet effet. Pour être opérationnels et efficaces, les TM doivent être pris en compte dans les directives et les outils du Déminage Humanitaire. Ils doivent être incorporés dans les normes nationales et les donateurs doivent y apporter des fonds. Par conséquent, les survivant(e)s des ME demeurent une population relevant de l'aide humanitaire mais délaissée.

Les domaines qui nécessitent le plus de recherches comprennent :

- une meilleure compréhension des besoins et des priorités particulières et croisées des survivant(e)s des ME en matière d'âge, de genre et de mixité ;
- mettre à l'essai des directives et des outils d'évaluation, qu'ils soient déjà

3 Christelle Loupforest (Comm. Pers.) 2020 ; voir aussi Landmine Monitor 2020 Victim Assistance.

4 NILAM 13.10 Assistance aux Victimes ; 1er février 2020.

couramment utilisés ou tout à fait nouveaux, dans tous les contextes afin de déterminer efficacement où les TM seraient adaptés pour soutenir les survivant(e)s des ME (au lieu d'une aide en nature ou en complément de celle-ci) ; ceci permettrait d'obtenir de bons résultats en matière de protection au niveau des individus et des ménages ;

- les meilleures façons de saisir et de mesurer les impacts à court, moyen et long terme des TM sur la protection des survivant(e)s des ME ; et
- déterminer où les TM peuvent soutenir des initiatives de réadaptation communautaires.

Recommandations

Ces progrès exigeront que les intervenants surmontent les divers cloisonnements et travaillent dans le cadre de partenariats stratégiques pour accélérer l'adoption plus large des TM, le cas échéant, afin d'aider les personnes vulnérables vivant dans les zones touchées par les ME.

Les agences d'AHM

- Mise en œuvre rapide de la NILAM 13.10 (Assistance aux Victimes) et adoption simple d'approches basées sur les TM pour soutenir les survivant(e)s des ME (dans leur traitement, leurs moyens de subsistance et pour améliorer leur scolarisation).
- Adopter les TM pour encourager d'autres moyens de subsistance et réduire l'exposition aux ME des groupes à haut risque.

Les acteurs des TM

- Un engagement entre les spécialistes en matière de protection et les organismes d'AHM pour s'assurer que les données triées concernant les blessures soient recueillies à grande échelle, partagées et analysées conjointement. Un engagement également pour que les survivant(e)s des ME soient positionné(e)s comme une population prioritaire.
- Un accord sur les normes relatives aux programmes d'aide via les TM pour aider les survivant(e)s des ME en complétant les Sommes d'Argent à Usage Multiple lorsque de l'argent à usages multiples est fourni.
- Les TM sont couramment considérés dans le cadre de la cartographie pour usage interne ainsi que dans les revendications pour une attribution des ressources plus équitable pour les survivant(e)s des ME, y compris ceux qui vivent dans les régions les plus éloignées.

Les spécialistes de la protection

- Plaider en faveur de la cartographie des services et des itinéraires de référence pour atteindre les zones à risque élevé de ME.
- Se mettre d'accord avec les organismes AHM sur les façons de travailler pour

assurer un accès équitable conformément aux articles de la NILAM 13.10 Assistance aux Victimes.

Points centraux des Domaines de Responsabilité du Déminage Humanitaire et autorités nationales

- Encourager l'intégration de la NILAM 13.10 AV dans les normes nationales de DH⁵ et les Procédures Opérationnelles Permanentes.
- Populariser les TM en tant qu'approche validée dans les programmes d'Assistance aux Victimes et de Réduction des Risques au niveau des groupes et des groupes de travail, et encourager les TM comme première phase du soutien aux survivant(e)s des ME.
- Soutenir l'élaboration de directives pratiques et de matériel de formation au niveau national.
- Présenter des exemples réussis de TM pour soutenir la NILAM 13.10 lors d'événements internationaux de lutte contre les mines, y compris ceux concernant la réduction des risques et l'assistance aux victimes.
- Plaider pour une meilleure reconnaissance des risques liés aux ME dans les évaluations générales de vulnérabilité. Ainsi, il sera possible de s'assurer que les besoins sont quantifiés et que les interventions appropriées sont bien comprises. Ceci permettra, lors de la planification de l'action, de qualifier d'intervention vitale la couverture des services dans les zones éloignées affectées par les ME.
- Recommander l'adoption de l'assistance par TM pour étendre le service de protection aux zones reculées.
- Soutenir des projets pilote visant à lutter contre les comportements à risque en utilisant les TM et des moyens de subsistance alternatifs.
- Documentation des moyens disponibles et gestion des connaissances.
- Organiser une consultation des donateurs afin d'identifier la couverture des dons pour les programmes de protection dans les zones touchées par les ME.
- Sachant qu'il faudra accepter que, dans un premier temps, l'agence d'AHM fournisse les ressources pour l'Assistance aux Victimes, en attendant que les États puissent assumer pleinement leurs responsabilités, le cas échéant, comme décrit dans la NILAM 13.10.

Les donateurs au profit de l'AHM

- Préciser le désir de financer la NILAM 13.10 et les échéances pour les principaux bénéficiaires pour témoigner de son accord.
- Accepter de financer les agences d'AHM pour qu'elles puissent recourir aux TM pour prodiguer en urgence un soutien curatif puis, dans un deuxième temps, un soutien réparateur aux survivant(e)s des ME. Surtout dans les endroits où

5 Dès qu'une norme NILAM est incorporée dans les normes nationales, tous les opérateurs sont censés élaborer leurs Procédures Opérationnelles Permanentes (SOP) pour décrire la manière dont ils mettront en œuvre ces normes. Les SOP sont ensuite approuvées par l'autorité réglementaire nationale.

les autres prestataires de services sont surchargés ou inexistantes (autrement, financer les agences d'AHM pour qu'elles sous-traitent à des agences de TM qui dispenseront l'aide nécessaire).

- Soutenir une adoption plus large des TM pour aider les survivant(e)s des ME pendant leur rétablissement et leur réhabilitation.
- Donner aux agences d'AHM les moyens d'encadrer les TM pour favoriser des activités de subsistance plus sûres parmi les populations à haut risque.

Les donateurs humanitaires

- Améliorer la collecte de données afin de garantir que les données triées par sexe et par âge (DTSA) soient complétées par des données sur les causes des blessures. Procéder à une analyse conjointe des données afin de déterminer quels sont les besoins relatifs et les priorités en matière de prestation de services.
- Financer la mise à disposition de services dans les zones reculées touchées par les ME.
- Soutenir l'association des TM avec les Sommes d'Argent à Usages Multiples pour subvenir aux besoins supplémentaires et spécifiques des personnes vivant avec un handicap afin d'améliorer leur protection.
- Encourager une plus grande complémentarité ou intégration des programmes, en particulier dans les zones reculées touchées par les ME.

Cela permettra d'améliorer considérablement la résilience des personnes vulnérables vivant dans les communautés les plus marginalisées et les plus touchées par les ME. La mise en œuvre des recommandations susmentionnées aidera les États à renforcer leur capacité à respecter leurs engagements au titre des traités concernés, notamment la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel, la Convention sur les armes à sous-munitions et la Convention relative aux droits des personnes handicapées, avec le soutien des agences humanitaires dans l'intervalle.

1. Introduction



Les Transferts Monétaires (TM)⁶ sont l'une des interventions à la croissance la plus rapide dans la communauté humanitaire. Les approches fructueuses pour accorder des TM, dans presque tous les contextes humanitaires et de développement, se multiplient rapidement. Ce nombre croissant de recours aux TM vient compléter les modalités existantes d'assistance humanitaire telles que les aides en nature et la mise à disposition directe de services. Les TM sont des modalités d'assistance de plus en plus exploitées et figurent dans le cinquième engagement de base de l'Agenda pour l'Humanité, qui encourage une utilisation croissante des liquidités, le cas échéant.⁷ Ils apparaissent également dans le troisième engagement du Grand Bargain⁸ – consistant à augmenter l'utilisation des espèces, améliorer la coordination et constituer une base de données factuelles sur l'efficacité, l'efficience et les risques comparatifs associés aux TM.⁹ Les TM recèlent un grand potentiel pour contribuer à la réalisation des 17 objectifs de développement durable (ODD).¹⁰ Encouragés par les commentaires positifs des victimes bénéficiaires et par ces engagements mondiaux, les donateurs et les agences opérationnelles ont considérablement augmenté le montant de l'aide humanitaire fournie par le biais des TM. La part de l'aide fournie via les TM augmente de plus de 40 % par an, passant de 1,2/1,5 milliard de dollars en 2014 à 5,6 milliards de dollars en 2019.¹¹

Ce potentiel a conduit à la formation, au sein du Groupe Mondial pour la Protection (GMP), de l'Équipe Spéciale Des Liquidités pour Protéger (TTC4P), qui vise à accroître les connaissances sur l'utilisation des TM dans le secteur de la protection ainsi que l'efficacité et la qualité des programmes utilisant les TM pour obtenir des résultats en matière de protection.¹² La cartographie des essais a récemment été entreprise par les membres du TTC4P sur plusieurs des Domaines de responsabilité (DdR) de la Protection, y compris la Protection de l'Enfance (PE),¹³ la Violence Basée sur le Genre (VBG)¹⁴ et

6 « Les exemples courants sont les 'Programmes de Transferts Monétaires' (PTM), les 'Aides en espèces' (AE) et les 'Interventions en espèces' (IE). Le CaLP recommande que le terme 'Transferts Monétaires' (TM) soit utilisé comme terme collectif. Il présente l'avantage de correspondre de manière descriptive à ce qu'il est en pratique ». *Glossaire de terminologie du CaLP pour les transferts monétaires* (édition 2018).

7 Voir Agenda pour l'Humanité : Adéquation des engagements fondamentaux, disponible sur : <https://www.agendaforhumanity.org/core-commitment>.

8 Voir <https://interagencystandingcommittee.org/grand-bargain>.

9 *Le Grand Bargain et les TM expliqués* <https://interagencystandingcommittee.org/increase-the-use-and-coordination-of-cash-based-programming>.

10 CaLP (2018) ; Voir H White (2015). *Vers des politiques fondées sur des données probantes pour atteindre les objectifs de développement durable*, disponible sur : <http://blogs.3ieimpact.org/toward-evidenceinformed-policies-for-achieving-the-sustainable-development-goals/>.

11 *Rapport mondial sur l'aide humanitaire 2020* et <https://www.calpnetwork.org/state-of-the-worlds-cash-2020/>.

12 Le TTC4P se concentre sur la cartographie continue des expériences et des initiatives au sujet des TM utilisés à des fins de protection. Pour ce faire, il identifie, sur une base annuelle, les lacunes dans les connaissances dont nous disposons, fait des recommandations pour prioriser la recherche, puis plaide auprès des donateurs pour le financement de ces priorités. Enfin, il soutient la diffusion des connaissances par la direction d'événements d'apprentissage mondiaux et/ou régionaux.

13 Voir <https://www.calpnetwork.org/publication/cash-transfer-programming-in-the-education-and-child-protection-sectors-literature-review-and-evidence-maps/>.

14 Voir <https://s33660.pcdn.co/wp-content/uploads/2020/04/genderandctpwrcirc.pdf>.



Logement, Terre et Propriété (LTP).¹⁵ Elle a pour but de dresser l'inventaire des TM utilisés à des fins de protection, dans le cadre du secteur de la Protection en général.¹⁶ Cette recherche et ce rapport traitent du quatrième DdR de la Protection, l'Action Humanitaire contre les Mines (AHM),¹⁷ pour compléter les travaux antérieurs.

À ce jour, l'utilisation des TM dans le secteur de la protection a été plutôt limitée. Alors que les termes « argent de protection » ou « argent pour la protection » et « recours aux Transferts Monétaires utilisés à des fins de protection » sont de plus en plus utilisés par les professionnels de l'aide humanitaire, un manque de compréhension commune de ces concepts ainsi qu'une absence de politique commune et de cadre opérationnel persistent.

Ce rapport, qui contribue au travail commun du DdR du Déminage Humanitaire et des TM, décrit dans quelle mesure l'utilisation des TM dans l'AHM a été mis en œuvre et documenté. Il a permis ainsi d'encourager des comportements qui réduisent la prise de risques, d'aider les survivant(e)s d'incidents/accidents de munitions explosives (ME) dans l'accès aux soins de santé d'urgence, d'aider au rétablissement et à la réadaptation des survivant(e)s, et enfin de les aider à retrouver des moyens de subsistance. Le rapport identifie les bonnes pratiques émergentes, analyse les lacunes dans les connaissances et les obstacles à une adoption plus large des TM, le cas échéant. Il propose également des possibilités et des recommandations pour encourager l'utilisation élargie des TM afin d'améliorer la résilience des individus, des familles et des communautés touchés par les ME, et ainsi contribuer aux résultats de la protection. Tout au long de cette étude, les concepts clés sont définis par les orientations sectorielles les plus récentes.¹⁸

1.1 Décortiquer le Déminage Humanitaire

L'Action Humanitaire contre les Mines est un engagement à long terme visant à améliorer la sûreté et la sécurité d'une population. Les agences d'AHM sont souvent parmi les premières à agir pendant ou après un conflit et restent souvent longtemps après la fin de celui-ci. Elles collaborent étroitement avec les gouvernements ou l'agence de coordination des Nations Unies compétente, pour convenir de la priorité de leur travail. Lorsque les terres prioritaires sont défrichées, les obstacles au rétablissement et au développement à long terme sont supprimés et les zones deviennent plus prospères.¹⁹

La guerre moderne a laissé de vastes régions du monde jonchées de ME qui, des décennies après la fin d'un conflit, continuent de tuer et de mutiler sans discernement.

15 Voir <https://www.calpnetwork.org/publication/cash-and-voucher-assistance-cva-housing-land-and-property-rights/>.

16 Voir <https://s33660.pcdn.co/wp-content/uploads/2020/04/genderandctpwrcirc.pdf>.

17 <https://www.womensrefugeecommission.org/research-resources/cash-for-protection-outcomes/>.

18 La terminologie des Transferts Monétaires se conforme au glossaire des termes CaLP 2019 www.calpnetwork.org/learning-tools/glossary-of-terms/. La terminologie des Bénéficiaires de l'Action contre les Mines suit les définitions standard des Bénéficiaires 2e édition d'octobre 2020 et la terminologie du Déminage Humanitaire se conforme à la NILAM 4.10 Glossaire des termes liés au déminage Ed 2 v 10 mars 2019. https://www.mineactionstandards.org/fileadmin/MAS/documents/standards/Glossary_of_mine_action_terms_and_abbreviations_Ed.2_Am.10.pdf.

19 Étude du PNUD et de la Banque mondiale sur l'impact socio-économique du déminage en Afghanistan (ISDA) Révision du rapport de juin 2001 et d'une étude sur les approches socio-économiques en termes de déminage du PNUD CIDHG 2001.

On estime que 60 millions de personnes vivent dans des zones contaminées par les ME.²⁰ Il a fallu à de nombreux pays, tels que l'Angola, le Cambodge, le Laos et le Vietnam, plus de 40 ans pour éliminer les ME (définies par le secteur comme *mines, armes à sous-munitions, munitions non explosées ou abandonnées, pièges et autres dispositifs [tels que définis par CCW APII²¹] et engins explosifs improvisés²²*). Pourtant, des centaines de milliers de kilomètres carrés de terres restent contaminés.

Alors que la sensibilisation aux risques liés aux munitions explosives (SRME)²³ est efficace pour sensibiliser et réduire les comportements à risque, les progrès restent lents malgré les récentes améliorations apportées aux techniques d'enquête et de déminage. Les familles vivant sur des terres contaminées ou à proximité doivent prendre des décisions quotidiennes et prendre des risques calculés, y compris pour savoir où construire et où cultiver. Chaque jour, des hommes, des femmes, des filles et des garçons – dont beaucoup sont nés des années après la fin du conflit – sont confrontés au traumatisme d'une blessure, à la perte suite à un accident mortel ou à toute une vie à s'occuper d'un membre de la famille qui a subi une blessure qui a changé sa vie. Alors que la plupart des victimes sont des hommes et des garçons, les femmes et les filles sont également touchées. En raison des normes de genre, les femmes et les filles assument des rôles d'aidant supplémentaires lorsque des membres de la famille sont blessés. Ceci se fait au détriment de leur scolarité ou de leur travail, en s'ajoutant au temps déjà consacré à l'agriculture, au bois de chauffage et à la collecte d'eau.

Environ 120 000 victimes de munitions explosives ont été signalées entre 1999 et 2018.²⁴ Avec une sous-déclaration continue des conflits en Syrie, en Libye et au Yémen, 2018 a été la quatrième année consécutive au cours de laquelle une augmentation de nouvelles victimes²⁵ a été enregistrée. Sur les 3 088 victimes civiles signalées cette année-là, 88 % étaient des hommes ou des garçons et 1 714 victimes (54 %) étaient des enfants.²⁶

On estime que 15 % de la population mondiale vit avec une forme de handicap. Dans les zones de conflit actif, le nombre de personnes blessées et vivant avec un handicap est en augmentation. Dans une enquête récente dans le Nord-Ouest Syrien, le pourcentage de personnes vivant avec un handicap a été signalé comme s'élevant jusqu'à 25 %.²⁷ La moitié des familles interrogées ont déclaré qu'un ou plusieurs de leurs membres vivaient avec un handicap, nombre d'entre eux ayant subi des blessures dues aux combats, aux bombardements et aux frappes aériennes, ou des blessures par écrasement subies lors

20 *État des lieux : L'engagement sans mines 2025*, MAG & The HALO Trust (Décembre 2017).

21 La Convention sur certaines armes classiques, nouveau protocole (CCW) - CCW AP II.

22 Normes NILAM 04.10 Glossaire des termes et abréviations sur les « ME ».

23 La SRME fait référence aux « activités qui visent à réduire les risques de blessures liées aux mines ou aux restes explosifs de guerre (REG), d'une part en sensibilisant les hommes, les femmes et les enfants selon leurs diverses vulnérabilités, rôles et besoins, et d'autre part, en promouvant le changement dans les habitudes par le biais, entre autres, de la dissémination d'informations publiques et la relation entre l'éducation, la formation et le déminage. NILAM 12.10.

24 *Statistiques de l'Observatoire des Mines dans GBPC Déminage DdR Messages clés sur l'assistance aux victimes Avril 2020*.

25 Ibid.

26 <http://www.the-monitor.org/en-gb/reports/2019/landmine-monitor-2019/casualties.aspx>.

27 Programme d'évaluation des besoins humanitaires (PEBH) | *Présentation de la série de rapports de l'été 2020 sur la Syrie*.

de l'effondrement des bâtiments. Les bombes et les explosions provoquent des formes particulières de blessures traumatiques, principalement des blessures traumatiques pénétrantes et contondantes.²⁸ En plus des blessures physiques, les incidents liés aux ME peuvent entraîner une détérioration du bien-être psychologique car l'effet des blessures peut entraîner une perte de confiance en soi, de capacité et/ou d'opportunités de travailler ou de terminer ses études, ainsi que la peur et la stigmatisation.



Les données triées par sexe et par âge ne parviennent généralement pas à saisir les données spécifiques au handicap.

Un mouvement mondial, connu sous le nom de Campagne Internationale pour l'Interdiction des Mines Terrestres,²⁹ mobilisé par la destruction causée par les mines terrestres aveugles (mais élargi par la suite pour inclure les armes à sous-munitions) a plaidé pour une interdiction non seulement de la production, du stockage et de leur utilisation, mais aussi pour financer et prioriser leur élimination et leur destruction. Les conventions qui en ont résulté, notamment le Traité d'interdiction des mines antipersonnel de 1997 et la Convention de 2008 sur les armes à sous-munitions, ont une structure similaire. Les travaux

²⁸ <https://www.cdc.gov/masstrauma/preparedness/primer.pdf>.

²⁹ <http://www.icbl.org>.

en cours sont décrits et rapportés sous les cinq piliers de l'Action Humanitaire contre les Mines : 1) Enquête et déminage, 2) Sensibilisation aux risques liés aux munitions explosives (SRME), 3) Assistance aux Victimes, 4) Promotion et 5) Destruction des stocks.

Les signataires des traités s'engagent à établir des structures officielles pour gérer l'AHM, généralement appelées Autorité Nationale de Lutte Anti mines. Lorsqu'un État ou le Coordonnateur Résident/Humanitaire ou encore le Coordonnateur de la Protection demande un soutien pour la coordination de la lutte anti mines, l'un des Services de Lutte Anti mines des Nations Unies (UNMAS), du PNUD ou de l'UNICEF est désigné comme coordinateur du Domaine de Responsabilité de Déminage Humanitaire et sert de « Prestataire de dernier recours ». ³⁰ En 2020, le DdR de DH, au sein du GMP, a soutenu des plateformes de coordination dans 16 des plus grandes crises humanitaires. ³¹

1.2 Les TM dans le contexte de l'action contre les mines

Les TM sont de plus en plus utilisés pour aider les personnes vulnérables dans tous les contextes humanitaires. Les agences d'AHM aident les familles dans les zones urbaines nouvellement détruites par les conflits en cours et continuent d'aider les communautés rurales vivant encore dans les zones contaminées par les conflits passés. Les personnes les plus touchées par les ME sont souvent les individus, les familles et les communautés les plus marginalisés. Les TM peuvent être un outil efficace pour améliorer leur protection et leur résilience. Cependant, leur utilisation au sein de l'AHM n'est pas largement considérée et est loin d'être une approche standard. Les agences d'AHM se concentrent souvent sur deux des piliers de l'action anti mines, à savoir la libération des terres (l'arpentage et le déminage des terres contaminées par des ME) et la SRME. La nouvelle Norme internationale de l'action anti mines (NILAM) 13.10 sur l'Assistance aux Victimes les encourage à veiller à ce que les survivant(e)s des ME soient informé(e)s des services dont ils ont besoin et à ce qu'ils/elles y aient accès. Les TM pourraient être un outil très efficace pour les agences d'AHM ou leurs partenaires afin d'aider les victimes à accéder aux services, promouvoir des moyens de subsistance alternatifs et aider les ménages à répondre aux besoins de soins des survivant(e)s. Fréquemment, les agences d'AHM sont les seules agences travaillant dans une zone, et souvent les services gouvernementaux sont débordés et n'atteignent pas les zones affectées par les ME. Par conséquent, les survivant(e)s des ME ne sont pas assisté(e)s et les opportunités de réduction des risques sont manquées. Les engagements de placer la protection au centre de l'action humanitaire offrent une opportunité aux acteurs et agences d'AHM, qu'ils aient une expertise en protection ou en TM, de travailler plus étroitement ensemble, y compris par le biais de partenariats. Ils pourront ainsi échanger des compétences, établir et mettre en œuvre des itinéraires de référence pour atteindre les personnes et les communautés affectées et renforcer leur résilience.

³⁰ <https://www.unmas.org/en/coordination> et https://www.unicef.org/emergencies/index_landmines.html.

³¹ <https://www.globalprotectioncluster.org/themes/mine-action/>.

1.3. Objectifs de recherche et problématiques

Ce rapport fournit un aperçu et une analyse des preuves disponibles via un passage en revue de la documentation publiée et des entretiens avec des informateurs clés sur l'utilisation des TM pour obtenir des résultats en matière de protection dans l'AHM. Il identifie également les opportunités, les défis et les recommandations pour les principaux groupes d'acteurs. Un groupe consultatif de spécialistes des communautés professionnelles de la protection, des TM et de l'AHM³² a été convoqué pour conseiller cette recherche et a formulé conjointement les six problématiques de recherche suivantes :

1. Comment les TM ont-ils été utilisés pour atteindre/contribuer aux résultats de la protection dans l'AHM ?
2. Comment les populations marginalisées (telles que les femmes, les adolescentes, les personnes vivant avec un handicap) ont-elles été efficacement servies ou négligées dans le cadre de l'utilisation des TM, ciblée ou inclusive, des résultats de la protection dans l'AHM ?
3. Dans quelle mesure les vulnérabilités et les besoins spécifiques des individus touchés par les ME (directs ou indirects, à court ou à long terme) ont-ils été pris en compte dans les interventions de TM non axées sur le DH (par exemple, le Transfert monétaire à usages multiples [MPCA] ou les TM ciblés vers des résultats sectoriels au-delà du secteur de la protection) en ce qui concerne l'accès, les critères de ciblage et les références ?
4. Les TM sont-ils pris en compte par les acteurs du DH pour soutenir les résultats de l'action contre les mines ? Si tel n'est pas le cas, pourquoi ? Si ce n'est pas le cas, quelles en sont les raisons et quels sont les obstacles à l'adoption et à l'extension des TM pour obtenir des résultats de protection dans la lutte anti mines ?
5. Quelles sont les principales opportunités/pratiques prometteuses et les limites des TM pour obtenir des résultats en matière de protection dans les AHM ?
6. Quelles autres actions de recherche sont nécessaires pour favoriser une utilisation de plus en plus efficace des TM dans le but d'obtenir des résultats en matière de protection dans l'AHM ?

La terminologie de cette étude est alignée sur la définition des TM du Cash Learning Partnership (CaLP), la limitant à l'assistance aux individus et aux groupes, et non aux institutions ni aux gouvernements.³³ En utilisant cette définition, les interventions de TM³⁴ ont été cartographiées par rapport à trois domaines de résultats provisoires de l'action anti mines : La réduction des risques, l'assistance aux victimes et institutions nationales et la promotion telles que proposés par les membres du groupe consultatif (Figure 1).

32 La Commission des Femmes pour les Réfugiés, le Comité International de Secours, le Conseil Danois pour les Réfugiés, Dan Church Aid, Hand in Hand for Aid and Development, Mines Advisory Group et UNICEF.

33 CaLP – *Glossaire des termes utilisés* (éd. 2018).

34 Le groupe consultatif a décidé que les interventions devraient s'aligner étroitement sur celles articulées dans les cartographies précédentes à travers les autres DdR (qui ont été définies avec la participation du CaLP). Les futures cartographies de tous les DdR seront alignées sur le glossaire CaLP le plus récent au moment de l'étude.

FIGURE 1 Modalités de Transferts Monétaires et résultats provisoires en matière de protection des agences d'AHM

Interventions de TM	Résultats de la lutte antimines
<ol style="list-style-type: none"> 1. Paiement direct 2. Argent mobile 3. Transfert électronique 4. Coupons inconditionnels 5. Coupon conditionnel 6. Des espèces en échange de Ressources 7. Coupons en échange de Travail 8. Coupons en échange de Ressources 9. Liquidités + (Programmes complémentaires) 10. Coupons en échange de Formation 	<p>Réduction des risques (dépollution, sensibilisation aux dangers des mines, stocks)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Exposition réduite aux risques de ME pour les individus et les communautés - Réduction de la peur/du danger perçu par rapport aux ME - Réduction du nombre d'incidents et d'accidents impliquant des ME - Réduction de la mortalité et des blessures dues aux incidents et accidents impliquant des ME - Réduction des impacts sociaux, économiques et politiques des ME sur les individus et les communautés - Réduction des hospitalisations pour les accidents/incidents liés aux armes légères et de petit calibre (ALPC) - Taux de mortalité réduit des victimes d'ALPC <p>Aide aux victimes</p> <ul style="list-style-type: none"> - Augmentation des taux d'utilisation des services pour les survivant(e)s des ME - Taux de mortalité réduit des survivant(e)s des ME - Les communautés affectées reçoivent une formation et du matériel pour les premiers secours - Accès accru à du sang sûr pour la population touchée - Accès accru aux prothèses/orthodonties pour les survivant(e)s dans le besoin - Accès accru aux services pour les survivant(e)s nécessitant une réadaptation physique - Augmentation du nombre de survivant(e)s recevant des soins psychologiques - Amélioration de la santé physique et mentale à court, moyen et long terme - Amélioration de l'autonomie, du pouvoir de décision et de la résilience - Réduction de la discrimination/isolement socio-économique - Augmentation de la scolarisation des enfants en âge d'aller à l'école et qui ont survécu aux ME - Accès accru aux dispositifs d'assistance pour les enfants survivants des ME et présentant des obstacles physiques (mobilité, déficience visuelle/auditive) à leur scolarisation et à la rétention scolaire - Inclusion renforcée (réelle ou perçue) <p>Institutions nationales et défense des intérêts</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les institutions nationales dirigent et gèrent efficacement les fonctions et les responsabilités du déminage - Amélioration de la capacité nationale à gérer, mettre en œuvre et superviser les activités de déminage - Amélioration de la capacité nationale à promouvoir l'intégration d'approches inclusives dans les interventions hors DH ou une collaboration renforcée avec les acteurs extérieurs au DH.

1.4. Limites

Voir l'annexe 1 pour la méthodologie détaillée, qui comprend un examen documentaire et des entretiens avec des informateurs clés. Au total, 140 personnes soutenant les programmes dans les zones touchées par des ME ont été contactées. Elles provenaient notamment des départements gouvernementaux concernés, de l'ONU, de la Croix-Rouge et des ONG internationales, qui ont été invités à éclairer l'étude. Plus de 60 personnes ont répondu, menant à des entretiens avec des spécialistes d'Afghanistan, d'Arménie, d'Azerbaïdjan, de République démocratique du Congo, du Laos, du Myanmar, du Sri Lanka, de Syrie, d'Ukraine et du Yémen. En raison de la courte durée de l'étude et du temps de réponse lent, les entretiens avec des spécialistes au Cambodge et en Colombie n'étaient pas réalisables. Hormis les informations recueillies sur la Colombie, les publications non anglophones n'ont pas été examinées. Certains informateurs ont demandé à ce que certains éléments d'information ne soient pas partagés pour des raisons de propriété. Ces éléments n'ont pas été divulgués, conformément à leurs demandes.³⁵

Les conclusions se sont focalisé sur l'activité, les descriptions au niveau des entrées et des sorties, sans mesurer les contributions à des résultats de niveau plus élevé. Les entretiens avec les informateurs clés ont décrit la méthodologie et la logique sur le terrain qui justifie l'intervention du programme. Il n'a été trouvé aucun document d'évaluation externe ou d'études académiques rigoureuses. Bien que ne faisant pas partie de la méthodologie initiale, les donateurs ont été impliqués. Toutefois, étant donné les contraintes de temps, plusieurs demandes sont restées sans réponse et le suivi n'a pas été possible. Globalement, ces limites indiquent le besoin d'une recherche plus rigoureuse sur les TM pour obtenir des résultats en matière de protection dans l'Action Humanitaire contre les Mines (AHM). Elles signalent aussi le besoin d'un engagement plus poussé auprès des spécialistes de différents domaines, notamment auprès de la communauté des donateurs.

³⁵ Le CICR a partagé ses interventions de Transferts Monétaires (TM) pour réaliser différents résultats en matière d'assistance et de protection dans différents pays et a partagé les détails d'après un exemple spécifique. Ce sont uniquement ces détails qui sont contenus dans l'Annexe 2.

2. Constatations



Les documents recueillis ont porté sur des interventions passées en Albanie, Arménie, Azerbaïdjan, Colombie, RDC, Érythrée, Éthiopie, au Kosovo, au Laos, au Mozambique, en Somalie, au Soudan Sud, au Soudan, en Ukraine et au Yémen. L'examen des documents a identifié 14 documents de référence répondant aux critères de l'inclusion. À travers eux, 29 programmes utilisant les TM dans l'action humanitaire contre les mines (AHM) ont été trouvés (Voir Annexe 1 pour résumé).

Les entretiens avec les informateurs clés, dont 13 responsables du programme basés sur le terrain et des conseillers généraux, ont décrit des programmes en Afghanistan, Arménie, Azerbaïdjan, au Tchad, en RDC, au Myanmar, au Sri Lanka, en Syrie, en Ukraine et au Yémen. Deux entretiens, avec le personnel du GCM (Groupe Consultatif sur les Mines) et de l'Unité de Soutien Opérationnel (USO),³⁶ se sont concentrés sur des initiatives internationales. L'entretien avec le personnel du CICR a adopté une perspective générale puis s'est intéressé à la conception et la mise en œuvre des programmes pour les pays spécifiques (Voir Annexe 1 pour résumé).

Somme toute, il a été trouvé 47 exemples³⁷ de TM utilisés pour contribuer aux résultats en matière de protection dans le déminage humanitaire. La section suivante résume ces conclusions, en particulier la façon dont les TM ont été utilisés de manière ciblée pour contribuer à l'amélioration des résultats de protection de groupes individuels ou de petits groupes dans les régions touchées par les ME.

36 L'unité de soutien opérationnel d'un traité sur l'interdiction des mines est organisé par le Centre International de Déminage Humanitaire de Genève (CIDHG).

37 Voir Annexe 2, l'Albanie, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Colombie, la RDC, l'Érythrée, l'Éthiopie, le Kosovo, le Laos, le Mozambique, la Somalie, le Soudan Sud, le Soudan, l'Ukraine et le Yémen ont été mentionnés dans les documents de référence. Les entretiens ont décrit les programmes mis en place en Afghanistan, Arménie, Azerbaïdjan, au Tchad, en RDC, au Myanmar, au Sri Lanka, en Syrie, en Ukraine et au Yémen. Deux entretiens, avec le personnel du GCM (Groupe Consultatif sur les Mines) et de l'USM (Unité de Soutien à la Mise en œuvre [de la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel]), se sont concentrés sur des initiatives internationales. L'entretien du CICR a donné un aperçu global et quelques exemples de pays spécifiques.



	Réduction des risques (dépollution, sensibilisation aux dangers des mines, stocks)	Assistance aux victimes (cf. annexe B de la norme IMAS 13.10)										Institutions nationales et défense des intérêts			
	Limitation de l'exposition aux risques liés aux perturbations	Amélioration de la capacité nationale à superviser, gérer et mettre en œuvre des activités de lutte contre les mines	Amélioration de l'intégration nationale de l'approche inclusive dans les interventions MA.	Amélioration de la collaboration nationale de MA avec les acteurs non MA											
	Réduction de la peur	Les institutions nationales dirigent et gèrent efficacement l'action contre les mines													
	Limitation des incidents/accidents d'engins explosifs	Inclusion/participation renforcée													
	Limitation des impacts sociaux et économiques	Amélioration de l'accessibilité physique à l'école													
	Mortalité réduite	Participation en toute sécurité dans les écoles													
	Limitation du taux de mortalité des victimes d'ALPC	Amélioration de l'autonomie, du pouvoir de décision et de la résilience ;													
	Accès aux services accrus	Amélioration de la santé physique et mentale à court, moyen et long terme ;													
	Taux de mortalité réduit	Soins psychologiques													
	Accès à des produits sanguins sûrs	Réadaptation physique bénéficiant de services													
	Communautés formées et équipées pour les premiers secours	Prothétique/orthétique													
	Accès aux services accrus	Prothétique/orthétique													
	Accès à des produits sanguins sûrs	Prothétique/orthétique													
	Communautés formées et équipées pour les premiers secours	Prothétique/orthétique													
	Taux de mortalité réduit	Prothétique/orthétique													
	Accès aux services accrus	Prothétique/orthétique													
Paiement direct	1														
Argent mobile															
Transfert électronique	1														
Coupon inconditionnel															
Transfert de coupons conditionnels															
Argent contre Travail															
Travail contre rémunération en coupons															
Coupons contre des actifs															
Modalité mixte															
Espèces + Approche complémentaire															
Coupon contre formation															

3. Exemples montrant que les TM contribuent aux bons résultats de la protection dans l'AHM



Bien que plus limité en portée et en échelle que dans d'autres Domaines de Responsabilité (c'est-à-dire, Protection de l'Enfance, Violence Basée sur le Genre, et Logement, Terre et Propriété), les TM ont commencé à être utilisés dans les zones touchées par les ME par les agences d'AHM et le CICR, contribuant aux résultats en matière de protection, plus généralement, à la réduction des risques et l'Assistance aux Victimes. Aucun exemple de TM utilisé pour réaliser ou contribuer au renforcement national institutionnel ou aux plaidoyers n'a été trouvé.

Il a été trouvé deux mécanismes pour contribuer à réduire l'exposition aux risques des ME ; l'un était le dépôt d'espèces en caisse par le personnel de terrain et l'autre par transfert électronique. Tous les autres exemples ont contribué à améliorer le bien-être des survivants aux ME et de leurs familles. Dans deux de ces exemples, les TM ont facilité l'accès aux services de santé d'urgence, ce qui se recoupe avec sept autres exemples de transferts électroniques utilisés pour améliorer l'accès aux services.

Dans neuf exemples, les TM ont contribué à répondre à des besoins en santé mentale à court, moyen et long terme, ainsi qu'à d'autres besoins (spécifiques et généraux). Dans six de ces cas, la modalité a été le dépôt en espèces ; dans un cas, par argent mobile, ce qui a été considéré comme plus sûr pour le destinataire ; et dans les deux derniers cas, par transfert électronique.

Dans 18 exemples (la majorité), les TM ont servi à contribuer à l'autonomie et à la prise de décision. 2 de ces cas ont eu recours à de l'argent mobile, 13 ont utilisé le transfert électronique, 1 a impliqué des coupons inconditionnels³⁸ et 2 ont utilisé des coupons conditionnels³⁹ (l'un destiné à l'inscription à l'école et aux frais associés, et l'autre à un programme de nutrition).

La moitié (23) des exemples ont utilisé le transfert électronique. Cela a été souvent le cas lorsque de multiples paiements étaient planifiés et que la valeur nominale excédait le montant de sécurité fixé par l'agence pour l'argent remis en espèces (+/- 500 USD). Pour des transferts de valeur inférieure ou pour un versement unique (9 exemples), l'argent remis en espèces a été préféré. Au moins trois programmes ont transféré des espèces aux destinataires par argent mobile. Huit interventions, sous forme de pensions d'invalidité ou d'anciens combattants,⁴⁰ ont été gérées par l'État. Tous les cas d'assistance de l'État ont été gérés par transfert électronique.

38 Les coupons pouvaient être utilisés pour tout achat dans l'un des magasins agréés.

39 Les coupons ne pouvaient être utilisés que pour un usage prédéfini par l'agent.

40 Albanie, Bosnie-Herzégovine, Cambodge, Colombie, Croatie, Kosovo, Monténégro et Serbie.



3.1 Minimiser les risques

On parle de minimiser les risques lorsqu'une Action Humanitaire contre les Mines a pour objectif de réduire le risque que quelqu'un soit blessé ou tué par un engin explosif. Cela comprend les zones de travail de remise à disposition des terres (notamment les enquêtes techniques et non-techniques et l'apurement de ME), et tous les aspects de la SRME et des interventions de réduction des risques. Les sous-sections suivantes soulignent les exemples recueillis dans les documents et les entretiens avec les informateurs clés où les TM ont été utilisés pour contribuer à minimiser les risques.

Sensibilisation aux risques liés aux munitions explosives (SRME)

De manière générale, la SRME est dispensée en face à face et gratuitement par le personnel de l'agence d'AHM.⁴¹ Les membres de la communauté assistent volontairement, sans motivation financière. Les opportunités de TM sont par conséquent limitées.

Une agence a voulu s'assurer que les Personnes Déplacées Internes (PDI) dans un camp au Myanmar, puissent accéder à la sensibilisation aux risques liés aux explosifs et munitions (SRME) en période d'insécurité au cours de laquelle le personnel humanitaire n'était pas autorisé à entrer dans le camp. Les administrateurs du camp ont accepté l'argent en espèces pour le travail. En formant 40 animateurs et animatrices grâce à une formation de formateurs et en engageant des animateurs/animatrices payés en espèces pour leur travail, les séances de SRME ont pu avoir lieu même lorsque le personnel n'était pas autorisé à entrer dans le camp pendant de longues périodes.

Réduire les risques d'exposition aux ME et la dépendance à des moyens d'existence non sûrs

Les TM, en tant qu'outils pour soutenir ou modifier les moyens de subsistance actuels (conduisant à une réduction des comportements à haut risque), peuvent efficacement réduire l'exposition d'une personne à des risques d'accident causés par les ME. C'est ce que l'on appelle une approche intégrée par des équipes de protection. Dans trois pays, des agriculteurs possédaient des terres qu'ils voulaient exploiter, situées le long de la ligne de contact entre deux parties en conflit. Des tirs de snipers, des engins non explosés ou des mines rendaient dangereuse la visite du terrain. Le CICR a assisté les agriculteurs, dans différents pays, en leur octroyant les liquidités nécessaires pour l'achat de produits agricoles afin de commencer à réaliser des jardins maraîchers, de l'élevage intérieur et des serres, sur des terres situées loin de la ligne active des conflits. Par conséquent, les agriculteurs n'ont plus eu besoin de travailler les terres dans les zones frontalières et ont été moins exposés aux ME ou à des blessures accidentelles.

41 Sebastian Kasack (2020) : Communication personnelle.

Au Sri Lanka, les personnes chargées de ramasser du bois, allaient le chercher sur des terres connues pour être infestées de mines. Le PAM (Programme Alimentaire Mondial) a dispensé des formations pour construire des fours performants sur le plan énergétique. Les TM ont alors apporté les moyens nécessaires pour fabriquer et vendre ces fours dans les environs, conduisant à une réduction de la quantité de bois nécessaire pour le village. Par conséquent, bien que ne remplaçant pas le comportement à haut risque de ces personnes, leur exposition aux risques des ME a été réduite jusqu'à 50 %.⁴²

Ajouter de la valeur à la terre sécurisée

Les agences d'AHM nettoient les terres et les sécurisent pour qu' ensuite les communautés puissent décider de comment les exploiter au mieux.⁴³ Le Conseil Danois pour les Réfugiés/Groupe Danois de Déminage (CDR/GDD) a partagé le suivi d'un programme de liquidités en échange de ressources (approuvé par le donateur, l'agence et les communautés) pour construire un système d'irrigation qui relierait les terres nettoyées à une source d'eau voisine, ce qui permettrait de cultiver pendant toute l'année. Ceci augmentait donc la valeur des terres sécurisées pour l'ensemble de la communauté, et réduisait légèrement la dépendance de celle-ci aux risques élevés du pâturage.⁴⁴ L'agence a négocié avec les responsables de la communauté afin qu'ils autorisent 50 % des femmes bénéficiaires à participer en creusant le canal, dans le cadre d'un programme de liquidités en échange de travail. Pour cela, elle a évalué leur vulnérabilité afin de déterminer quelles personnes seraient prioritaires pour participer.

Réduire l'exposition aux ME

Dans la plupart des pays touchés par les ME, surtout celles qui ont subi d'importantes frappes par des armes à sous-munitions,⁴⁵ les communautés habitent et exploitent des terres contaminées malgré les risques évidents. Par conséquent, les agences d'AHM doivent souvent accepter d'attendre que les agriculteurs aient terminé les récoltes avant de commencer à nettoyer les terres pour les sécuriser.

Dans un village d'Afghanistan, les membres d'une communauté isolée avaient, sans le savoir, utilisé des roquettes explosives comme composants structurels lors de la construction de leurs habitations. Au fil du temps, certaines de ces roquettes se sont dégradé et ont explosé, détruisant une partie de certaines habitations. Une agence d'AHM a négocié avec les propriétaires des habitations pour envoyer des équipes de nettoyage qui enlèveraient et élimineraient les ME afin de garantir la sécurité des habitations. En retour, elle a accepté de leur fournir les liquidités nécessaires pour

42 Milar Mohammed Abdul Malik (2020) : KII ; communication personnelle.

43 Bill Marsden, *Observation from partnership with MAG, HALO Trust and NPA 2015-2020*.

44 Réduire l'exposition aux risques des ME.

45 Soudan Sud, Lao PDR, Cambodge, Vietnam, rapports de terrain MAG.

permettre aux familles d'acheter des matériaux et pouvoir ainsi reconstruire leurs habitations.

3.2 Assistance aux Victimes

L'assistance aux victimes a pour but d'aider, par des soins d'urgence, les personnes blessées par des ME et les membres de leurs familles. Elle intervient dès le moment où ces personnes sont blessées et se maintient pendant leur convalescence, leur rééducation, et jusqu'à ce qu'elles retrouvent leur autonomie socio-économique. L'aide peut inclure la Réadaptation Communautaire (RC) et l'assistance fournie aux familles pour couvrir les frais funéraires. Les sous-sections suivantes contiennent des exemples recueillis dans les documentation publiée et les KII où les TM ont permis de contribuer à l'assistance aux victimes.

Dans les documents et conclusions des entretiens avec les informateurs clés,⁴⁶ la majorité des TM dans le cadre du DH sont associés à l'assistance aux victimes. Ils aident les survivant(e)s des ME à accéder aux établissements de santé et à un traitement médical complet jusqu'à ce qu'elles puissent retrouver des moyens de subsistance productifs. Les agences estiment que les TM doivent être mis à disposition des survivant(e)s et de leurs familles. Nous estimons que le résultat espéré est atteint si un traitement adapté est mis en place et suivi jusqu'au bout, sans que le/la survivant(e) ne doive recourir à des stratégies d'adaptation hasardeuses et délétères. Dans tous les exemples répertoriés, une fois que l'éligibilité a été confirmée, l'argent a été remis au/à la survivant(e) aux ME ainsi qu'à sa famille en tant qu'allocation en espèces inconditionnelle. Lorsque le montant de l'allocation était faible, les agences savaient que leur personnel serait en mesure d'effectuer la remise de liquidités, sous forme de petite monnaie. Les paiements ultérieurs ont généralement été effectués à la même personne par transfert électronique.

Amélioration de l'accès aux services de santé d'urgence

De nombreuses agences utilisent les TM pour soutenir ou assurer des taux accrus de recours et d'accès aux services pour les survivant(e)s des ME à la suite d'un accident causé par les ME. Les familles sont souvent confrontées à des frais de transport vers un établissement de santé, ainsi qu'à d'autres frais liés au traitement. Les agences ont recours actuellement à des procédures élaborées de TM et à une formation pour le personnel de terrain en première ligne. Tout ceci leur permet de palier rapidement aux besoins immédiats et de remettre les liquidités aux survivant(e)s des ME et à leurs familles, sous forme d'avances de trésorerie, afin de faciliter l'accès aux services médicaux. Dans certains cas, le personnel hospitalier, désormais familier du programme,

46 Alizada Firoz, Liam Harvey, Jo Burton KII.

informe de façon proactive le personnel des agences opérationnelles d'une nouvelle admission qu'ils peuvent évaluer pour éligibilité.

Entre 2017 et 2020, le CDR/GDD a facilité pour 177 survivant(e)s des ME l'accès aux hôpitaux du Myanmar en utilisant des TM d'argent en espèces.⁴⁷

Reducing the economic impact of an EO accident

EO accidents have a host of economic impacts on survivors and their families, including costs of treatment or additional medical expenses, as well as loss of income and expenses relating to the attendance to and support of the patient. To identify the risks this places on the family of an EO accident survivor, one agency designed a programme that met with the survivor and their family to assess what impact the accident was having on the family. In the case of the injured person being the primary wage-earner, a full benefit package was awarded. If the survivor was a secondary wage-earner, the amount paid was reduced to 50% of the full benefit. To make the award transparent, the benefit package was pegged to the national minimum wage (in other countries, where the humanitarian community had set a Minimum Expenditure Basket [MEB], a value equivalent to the MEB was used). This support could be continued monthly for the duration of the recovery and rehabilitation, so that the family would not resort to negative coping strategies, improve their self-reliance, decision-making power and resilience until the EO survivor recovers and gets back to work.⁴⁸

Réduire l'impact économique d'un accident causé par les ME

Les accidents causés par les ME ont un fort impact économique sur les survivant(e)s et leurs familles, notamment à cause du prix des traitements ou des frais médicaux supplémentaires, ainsi que de la perte de revenus et des dépenses liées au séjour et à l'assistance aux patients. Afin d'identifier les risques que cela fait courir à la famille d'un(e) survivant(e) des ME, une agence a conçu un programme qui rencontre le/la survivant(e) et à sa famille afin d'évaluer l'impact de l'accident sur cette dernière. Si la personne blessée est la principale source de revenu, un ensemble complet d'avantages sociaux sera octroyé. Si le/la survivant(e) est la seconde source de revenu, le montant payé sera réduit à 50 % des avantages offerts. Pour garantir la transparence de l'octroi, l'ensemble des avantages a été rattaché au salaire minimum national (dans d'autres pays, où la communauté humanitaire avait fixé un Panier de Dépenses Minimum [PDM], une valeur équivalente au PDM a été utilisée). Cette assistance peut se poursuivre mensuellement pendant la durée de la convalescence et de la rééducation, afin que la famille n'ait pas à recourir à des stratégies d'adaptation négatives, qu'elle améliore son autonomie, son pouvoir de prise de décision et sa résilience jusqu'à ce que les survivant(e)s des ME se rétablissent et reprennent le travail.⁴⁹

47 Liam Harvey, responsable du programme de communication personnelle du CDR/GDD, 2020.

48 Jo Burton, ICRC Cash Advisor personal communication, 2020.

49 Jo Burton, Conseiller financier en communication personnelle du CICR, 2020.



Blessé par une frappe aérienne à l'âge de 10 mois, Omar apprend à marcher avec une prothèse placée sur sa jambe.

Répondre aux frais cachés et aux besoins de santé sur le long terme

En plus de l'assistance décrite ci-dessus, d'autres programmes ont été mis en place dans les pays où les services ne sont pas disponibles ou ne sont pas gratuits. Les exemples de ces programmes décrivent une mise à disposition d'allocations sous forme de liquidités afin que les survivant(e)s des ME puissent payer le trajet vers les lieux de soin ainsi que les soins physiques et psychosociaux. Ces exemples comprenaient notamment le trajet, l'hébergement et la subsistance d'un patient enfant et d'un membre de sa famille, leur permettant de se rendre dans le centre d'appareils de prothèses le plus proche, et d'être hébergés pendant la durée des soins. D'autres cas incluaient des visites pour recevoir une assistance psychosociale de la part de psychologues et de conseillers, démontrant ainsi que les TM peuvent accroître le taux d'utilisation des services pour les personnes survivantes aux ME.

En 2017 au Yémen, plus de 6 600 personnes amputées se trouvaient parmi les plus de 70 000 personnes ayant un handicap qui ont obtenu des services de rééducation physique dans cinq centres assistés par le CICR à Aden, Mukalla, Sanaa, Taiz et Saada.⁵⁰ Plus de 670 nouveaux patients ont reçu des prothèses.⁵¹ Le CICR a apporté une contribution de 12 % du coût des matières premières pour le centre orthopédique de Sanaa et toutes ses

⁵⁰ <http://www.the-monitor.org/en-gb/reports/2018/yemen/victim-assistance.aspx>.

⁵¹ Ibid.

succursales dans d'autres gouvernorats. Et, par le biais du Programme de Rééducation Physique (PRP), a couvert les frais de transport et d'hébergement pour environ 80 patients pauvres afin qu'ils puissent accéder aux services orthopédiques avec le TM. L'assistance a été fournie avec les modalités locales appropriées.

Assistance aux moyens de subsistance

Les entretiens avec les informateurs et les résultats des recherches documentaires décrivent l'utilisation fréquente d'argent en espèces ou de transferts électroniques pour aider un(e) survivant(e) des ME à retrouver des moyens de subsistance. Dans certains cas, les espèces ont été allouées pour permettre à une personne survivante aux ME d'acheter des produits agricoles ou du bétail, dans d'autres cas, pour démarrer une petite entreprise commerciale. Certaines agences ont travaillé avec un(e) survivant(e) des ME pour achever un plan d'entreprise avant qu'une allocation ne soit donnée afin de maximiser ses chances de réussite. Bien que l'aide aux moyens de subsistance ne garantisse pas un résultat en matière de protection, il est largement reconnu que cela peut réduire les mécanismes négatifs d'adaptation, améliorer l'autonomie, le pouvoir de prise de décision et de résilience, et aider à réduire la discrimination/l'isolement socio-économique.⁵²

Assistance aux frais funéraires

Le coût des services funéraires peut excéder de façon significative les revenus des familles endeuillées. Les transferts par versement unique sous forme de liquidités sont l'assistance classique offerte par deux agences pour soutenir les familles ayant souffert d'un accident mortel causé par les ME. Les versements uniques aident à réduire le fait de recourir à des stratégies d'adaptation dangereuses, telles que s'engager dans une dette ingérable pour faire face aux traditions culturelles funéraires.

52 Shinina et al, « L'intégration de l'aide aux moyens de subsistance et à la santé mentale et au bien-être des populations ayant été soumises à de sévères éléments de stress » dans *Le journal d'intervention* : Thomson (www.interventionjournal.com).

ENCADRÉ 1. PRATIQUES ÉMERGENTES : PROGRAMMES MULTIDISCIPLINAIRES POUR SOUTENIR LES SURVIVANT(E)S DES ME

Programme multidisciplinaire du CICR abordant les multiples impacts négatifs sur les victimes civiles en Ukraine

Les données ci-dessous proviennent du programme en cours du CICR et sont basées sur les informations partagées lors d'un KII, portant sur la conception du programme de novembre 2016 et allant jusqu'en juillet 2018.

Quatre différentes équipes du CICR (Santé, Sécurité Économique [EcoSec], Protection, et Contamination par les armes) coopèrent pour aider les personnes survivantes aux ME et leurs familles. Ces équipes s'assurent que les familles puissent accéder aux services de santé, bénéficient d'un accompagnement pendant le traitement, puissent prévenir un impact négatif suite à une perte de revenus, et leur garantissent un soutien pour les frais d'une rééducation efficace. Lorsque cela est nécessaire, elles peuvent aussi leur allouer une subvention leur permettant de restaurer les moyens d'existence. L'équipe de Santé veille à ce que les frais de santé soient supportés, l'équipe EcoSec soulage les épreuves économiques pendant le traitement jusqu'à la reprise du travail ou au démarrage de nouveaux moyens de subsistance. Les équipes de Protection et Contamination par les armes veillent à ce que l'incident soit documenté (avec le consentement des personnes concernées), et utilisés pour les actions de prévention, de diffusion et de sensibilisation aux risques.

Sur la période d'examen, 201 patients ont été signalés : 149 personnes ont été assistées (119 blessées, 30 familles des personnes tuées). 52 patients n'ont pas nécessité d'assistance car ils n'avaient reçu que des blessures légères. L'assistance offerte a été structurée de la façon suivante :

- Assistance curative - Le rôle de l'équipe de santé est de veiller à ce que les patients aient accès à un traitement médical efficace, en offrant une subvention unique déterminée par la gravité de la blessure, basée sur la catégorisation suivante, avec des valeurs graduelles de paiement direct :
 - » Catégorie 0 Blessures mineures. Pas d'admission à l'hôpital, reprise du travail en moins de 2 semaines. Pas de paiement en espèces requis.
 - » Catégorie 1 Blessures légères. Fractures mineures, admission à l'hôpital de moins de 2 semaines, moins d'1 mois d'incapacité.
 - » Catégorie 2 Blessures modérées à graves. Fractures complexes / blessures graves, 2-6 semaines d'hospitalisation, incapacité de +/- 3 mois.
 - » Catégorie 3 Blessures graves. Blessures multiples, combinées et polytraumatismes. >6 semaines d'hospitalisation, incapacité >3 mois. Dans les cas de blessures graves, une seconde subvention pourrait être autorisée si les besoins du patient hospitalisé allaient au-delà des 6 semaines.
- Assistance funéraire - assistance financière accordée à la famille pour faire face

aux frais funéraires, gérée par l'équipe Économie Sécurité, consistant en un versement en espèces

- Assistance corrective –évaluée et gérée par l'équipe Economie Sécurité et composée par les éléments suivants (versement en espèces ou transfert électronique par le biais d'un prestataire de services financiers, le cas échéant) :
 - » Protection des revenus du ménage pendant la durée du traitement médical
 - 100 % du salaire minimum pour le premier mois s'il s'agit du salarié principal, si les revenus sont totalement perdus, puis réduire le pourcentage chaque mois jusqu'à 12 mois.
 - 50 % du salaire minimum pour le premier mois s'il s'agit du salarié principal, si les revenus sont totalement perdus, puis réduire le pourcentage chaque mois jusqu'à 12 mois.
 - » Assistance pour rééducation – Paiement des frais de rééducation à leur prix, là où cela est nécessaire ; et
 - » Subvention de production – Aider à redémarrer les moyens d'existence ; 1 ou 2 versements gérés par l'équipe EcoSec.

Veiller à la fréquentation de l'école

Les problèmes financiers à l'égard de l'éducation des enfants sont des obstacles majeurs pour les familles affectées. Des exemples limités ont été trouvés concernant les TM destinés à accroître le nombre d'inscriptions des enfants en âge scolaire survivants des ME ou similaire, comme prévu via des coupons conditionnels et de transferts d'espèces. Ces exemples n'ont pas été signalés en détails, mais le programme avait pour objectif de supprimer les obstacles non physiques plutôt qu'améliorer l'accès à l'établissement proprement dit.⁵⁴

Au Laos, World Education aide plus de 100 personnes survivantes des ME, ainsi que les membres de leurs familles, à couvrir les frais d'inscription à l'école par des transferts électroniques. Les destinataires reçoivent également une aide en nature (uniformes scolaires, chaussures, livres et cartables).

Permettre l'accès immédiat et sûr aux services de santé pour les personnes survivantes des ME

Les obstacles financiers peuvent faire obstruction à l'accès aux soins essentiels en temps voulu, pour les personnes survivantes des ME. Il a été signalé plusieurs exemples d'utilisation de TM pour soutenir l'accès immédiat et sûr aux soins de santé. Lorsqu'un soin d'hospitalisation pour un patient est nécessaire, les transferts électroniques pour tous frais médicaux non couverts et assistance à la perte de revenus sont une pratique courante du CICR et le DRC/DDG au Myanmar. Le CICR a relié la valeur du transfert

54 Bailey, S. (2003) : *Assistance aux victimes des mines en Europe du Sud Est : Rapport de l'étude finale.*

au salaire minimum ou PDM (Panier de Dépenses Minimum), et le GDD au PDM pour garantir la transparence.

ENCADRÉ 2. PRATIQUES ÉMERGENTES : PROPOSER L'UTILISATION DE TM MALGRÉ LA RÉTICENCE DU DONATEUR

Dans les conflits en cours, les personnes survivantes des ME peuvent se trouver piégées dans leurs habitations, incapables d'accéder à des soins de santé. Hand in Hand for Aid and Development (HIHFAD) a travaillé dans le Nord Ouest Syrien pour assister plus de 12 000 personnes survivantes du conflit ayant des blessures physiques, qui au début de leur intervention en 2017 n'avaient pas accès à des voies d'aiguillage. Sans accès aux services, la situation physique et mentale de nombreuses personnes survivantes ainsi que le bien-être de leurs familles se sont détériorés. HIHFAD a formé des équipes multi-disciplinaires comprenant un/une infirmier/infirmière, un/une kinésithérapeute et un/une travailleur/travailleuse psychosocial(e) pour rendre visite aux patients et effectuer une évaluation holistique de l'état physique et psychologique des patients, dialoguer avec les personnes soignantes et convenir d'un plan d'action spécifique aux patients. Les plans d'action incluent souvent la création d'un dossier de cas, des exercices de kinésithérapie simples permettant aux familles d'apporter leur aide, et des instructions pour de meilleurs soins à l'égard des blessures ou des plaies. Les discussions commencées en présentiel avec les personnes soignantes se poursuivent par téléphone lorsque les visites physiques sont impossibles. Au cours des visites de suivi, des modifications physiques appropriées sont apportées aux habitations pour faciliter un meilleur accès et une meilleure mobilité, ainsi que l'évaluation et la livraison d'appareils d'assistance. Plus tard, les centres de rééducation et le centre d'appareils de prothèses ont complété leur soutien, en partenariat avec le HALO Trust.

Le HIHFAD a signalé que bien que les espèces étaient la modalité préférée pour les besoins élémentaires tels que le carburant et le panier alimentaire, ainsi que le soutien en nature pour les appareils d'adaptation, le donateur a initialement requis une intervention exclusivement effectuée par un soutien en nature, en raison des préoccupations du donateur concernant l'utilisation de l'argent en espèces comme modalité d'assistance dans un milieu instable. Parmi les 475 bénéficiaires recevant une distribution en nature, un pourcentage élevé a opté pour des besoins élémentaires (paniers alimentaires : 73 %, matelas/couvertures/oreillers : 50 %, cartables : 34 %, tapis : 19 %, accessoires de cuisine : 18 %, système solaire : 18 %). Alors que d'autres ont demandé des articles spécifiques (couches pour les enfants et les adultes : 32 %, chaises de toilette : 18 %, fauteuils roulants : 8 %, moins d'articles spécifiques sélectionnés qui pourraient profiter directement aux personnes survivantes (lit médicalisé, modification de l'habitation, frais liés à la chirurgie). Plutôt qu'une allocation de transport, HIHFAD a offert un transport régulier vers et depuis ses centres et aiguillages fixes, que 35 % des bénéficiaires de l'enquête ont utilisé.



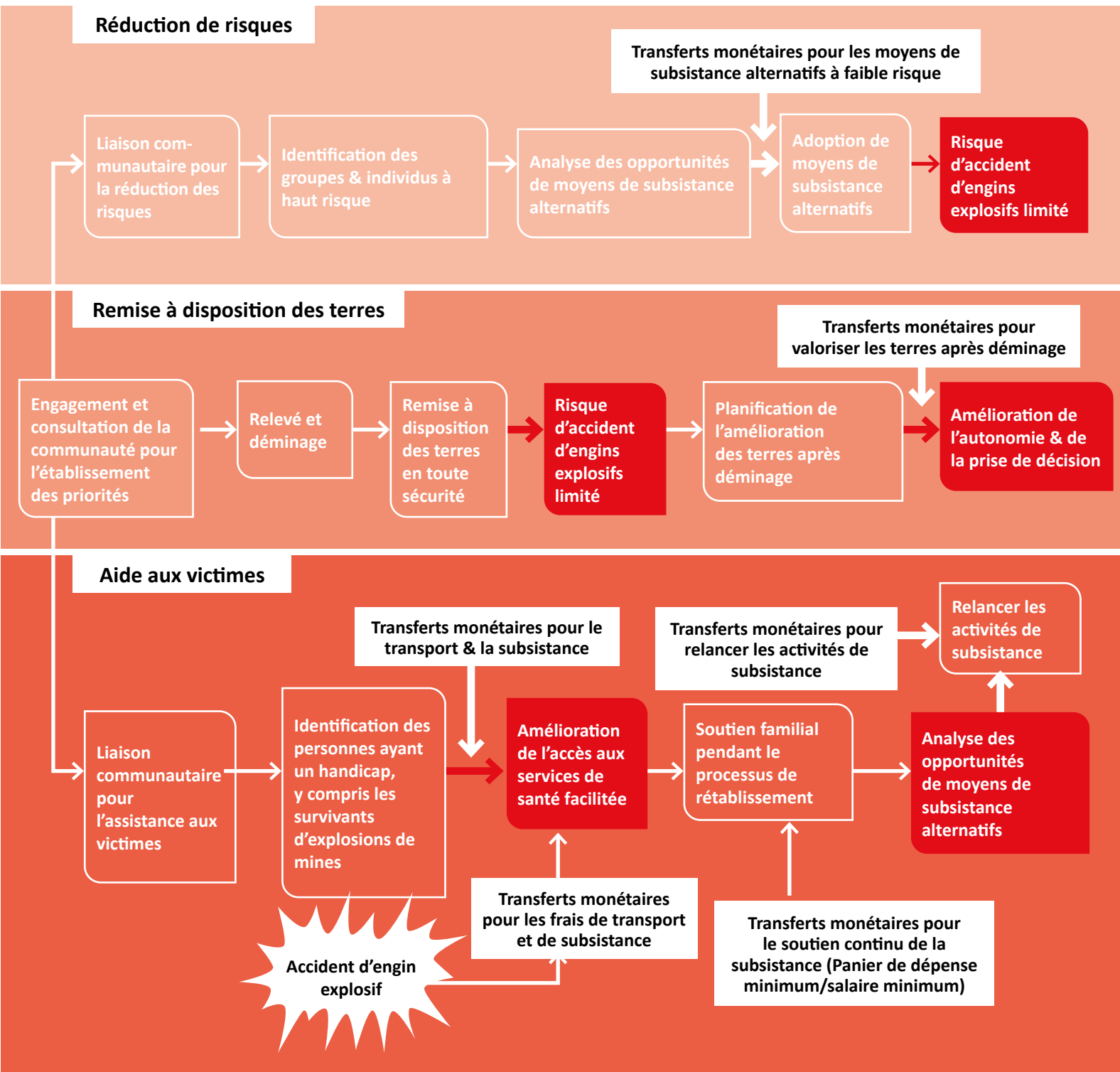
Un déambulateur et une chaise de toilette ont accru l'indépendance et la capacité d'autonomie d'une femme.

Restaurer les moyens de subsistance après les incidents causés par les ME

Les TM sont depuis longtemps les composants des interventions sur les moyens de subsistance, notamment le soutien aux personnes survivantes des ME. Veiller à ce que la valeur des TM soit suffisante pour redémarrer les moyens de subsistance, notamment remplacer les biens perdus (par ex. agriculteurs achetant du bétail) sont les facteurs clé de réussite d'après l'expérience du CICR. De l'argent en espèces pour des machines à coudre de tailleurs et des outils de réparation de chaussures pour les personnes survivantes des ME en Afghanistan sont d'autres exemples où un transfert électronique permet aux personnes survivantes de reprendre leur travail.

Au Laos, World Education a également aidé une association à but non lucratif à assister 60 personnes survivantes des ME grâce à une formation financière en alphabétisation et de l'argent en espèces pour acheter des animaux d'élevage.

FIGURE 2 Utilisations potentielles des transferts monétaires dans l'action humanitaire contre les mines pour améliorer les résultats en matière de protection.



3.3 Institutions nationales et plaidoyers

Dans leur rapport statutaire annuel, les pays d'Amérique du Sud, d'Asie du Sud Est et des Balkans ont indiqué qu'ils ont dispensé une sécurité sociale/protection sociale régulières par des transferts électroniques pour assister les personnes survivantes des ME. En outre, plusieurs pays, notamment l'Afghanistan, le Cambodge, la Colombie, l'Équateur, et le Laos, ont donné des ressources aux agences nationales et locales d'ONG d'assistance aux victimes pour fournir des TM aux personnes survivantes des ME pour redémarrer les moyens de subsistance. Bien que reconnue par les autorités nationales comme une responsabilité au sein de la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel (Mine Ban Treaties MBT), de la Convention des droits des personnes ayant un handicap (Convention of the Rights of People with Disabilities CRPD) et la Convention sur les armes à sous-munitions, les pays les plus contaminés soumettant des rapports soit à Landmine Monitor ou un rapport statutaire à l'ISU en 2019, ont informé qu'ils ne pouvaient fournir des ressources adéquates pour l'extension des services à toutes les personnes survivantes des ME, en particulier celles vivant dans des lieux éloignés. Une exception pour le Laos, où la combinaison d'un soutien bilatéral et la sensibilisation aux risques liés aux explosifs et munitions sur l'ensemble du pays a permis une visite de l'équipe d'assistance virtuelle (VA team) de la National Mine Action Authority (NMAA) et la fourniture d'une assistance en espèces (pilotée par le World Education Project) pour continuer à ce jour malgré la fin du projet, donnant un exemple où un projet financé par des donateurs est passé à un financement gouvernemental, car le nombre de victimes nécessitant un traitement, qui se comptait en centaines de personnes il y a dix ans, ne s'élève plus qu'à quelques dizaines aujourd'hui.⁵⁵

ENCADRÉ 3. PRATIQUE ÉMERGENTE : GESTION DE CAS ET SUBVENTIONS EN ESPÈCES À LA COMMUNAUTÉ

De 2014 à 2017, World Education du Laos a géré un projet intégré de soutien à l'assistance aux victimes d'ENE (engins non explosés) dans la province de Xieng Khouang. L'équipe de soutien à l'assistance aux victimes (ESAV) a travaillé en étroite collaboration avec les autorités locales pour mener une évaluation globale des besoins afin d'identifier les lacunes existant dans les services destinés aux personnes survivantes aux ENE. Le projet a créé la toute première base de données sur les personnes survivantes aux ENE dans la province de Xieng Khouang pour améliorer la gestion de cas et la surveillance. Des plans d'action individuels ont été élaborés pour 200 personnes survivantes aux ENE et leurs familles, abordant le développement des moyens de subsistance, le soutien psychologique, l'éducation et les bourses, et les aiguillages vers des écoles professionnelles, ainsi qu'une formation sur le terrain. Par le biais de subventions communautaires en espèces à Quality of Life Association (QLA), un organisme à but non lucratif, 60 personnes survivantes aux ENE ont reçu une formation en élevage animal et alphabétisation financière, accompagnée d'une subvention pour acheter du bétail. World

⁵⁵ Communication personnelle Bounnyot Chanthanavong, 2020.

Education soutient également le National Mine Action Authority pour gérer les fonds d'un monument aux victimes de guerre qui pilote l'assistance holistique à la suite d'accidents causés par les ME. Les fonds peuvent offrir aux personnes survivantes aux ENE le transport pour l'accès aux soins médicaux, de l'argent en espèces pour l'allocation alimentaire durant les séjours en hôpital (couvrant la personne blessée et deux membres de sa famille). Cela peut couvrir des frais chirurgicaux dépourvus de financement, tout hébergement durant l'hospitalisation (150 000 LAK/ 15 Dollars US par nuit), des soins dentaires, des appareils d'assistance et une contribution pour des cérémonies funéraires/religieuses. A ce jour, les fonds ont aidé plus de 1 000 personnes survivantes dans la province de Xieng Khouang à accéder au système d'aiguillage du service de santé publique.

4. Analyse



L'utilisation des TM pour obtenir des résultats de protection dans l'Action Humanitaire contre les Mines (AHM) exposée au sein de cette étude, comprend le soutien de la réduction des comportements de prise de risques, la réduction de l'impact économique provoqué par les décès et les blessures liées aux incidents causés par les ME, et la garantie d'un accès à court, moyen et long terme à l'ensemble des services médicaux tel que cela est encouragé par les récentes normes internationales d'Action contre les Mines (International Mine Action Standard [IMAS]) 13.10 Assistance aux victimes.⁵⁶ Au cours des dernières décennies, les TM ont été fréquemment utilisés pour soutenir le redressement économique et l'autonomie, par le biais de partenariats entre les agences d'AHM et les gouvernements nationaux ou les ONG (qui ont tendance à utiliser les TM plus largement que leurs homologues) concentrés sur l'assistance aux victimes. Les rapports statutaires des autorités d'Action contre les Mines signalent systématiquement un manque de financement pour de tels programmes.⁵⁷

Des exemples émergents existent

Les exemples émergents d'utilisation de TM pour aborder l'atténuation des risques et l'assistance aux victimes cités ci-dessus sont prometteurs et peuvent être augmentés conformément aux meilleures pratiques des TM.⁵⁸ Ces exemples démontrent comment les agences de l'AHM ont commencé à fournir des TM en l'absence d'approches systématiques, institutionnalisées et basées sur des preuves pour améliorer les résultats de protection pour les plus vulnérables même dans les endroits les plus éloignés et difficiles d'accès. Ces expériences démontrent que les agences de l'AHM peuvent contribuer aux améliorations des résultats de protection des victimes d'accidents causés par des ME et leurs familles grâce aux TM. Les exemples sont positifs, mais avec une couverture géographique limitée, ils ne satisfont seulement qu'un petit pourcentage des besoins globaux. Poursuivre sur cette lancée nécessite un engagement et un investissement organisationnels. Les intervenants de l'AHM pourraient investir dans le renforcement des compétences des équipes, notamment par le biais de personnel de soutien au programme de formation et d'équipes de liaison communautaires sur le terrain, ou de partenariats avec les agences de protection et de TM.

Les facteurs clé de réussite dans les exemples mentionnés sont les suivants :

- Un engagement (c-à-d. un dialogue significatif) entre le personnel du programme et les personnes affectées, et accord sur une façon de procéder adaptée.

56 NILAM 13.10 *Assistance aux victimes* Ed 1 2020. «Le secteur d'Action contre les Mines peut jouer un rôle de soutien en assistant les états à mesure qu'ils élaborent les systèmes, les procédures et les procédés nationaux pertinents, sur le long terme». Les agences d'AHM sont chargées « d'identifier et faciliter l'accès, ou si non disponible de fournir un transport médical d'urgence, aux personnes gravement blessées par des ME et autres personnes ayant des blessures qui mettent leur vie en danger, vers un établissement de soins de santé sur les lieux où elles opèrent ».

57 Les rapports statutaires NMAA 2018/19 et la communication personnelle Firoz ISU AV, 2020.

58 Voir <https://www.calpnetwork.org/learning-tools/programme-quality-toolbox>.



- Des objectifs simples, mesurables, réalistes et en temps opportun (SMART).
- Une identification claire des bénéficiaires à hauts-risques répondant aux critères d'éligibilité pour recevoir des TM et l'identification et la réduction de tous risques associés.
- Une conception logique d'intervention claire, facile à décrire et à expliquer au siège social ou aux donateurs.
- Une modalité flexible et un mécanisme de livraison appropriés au contexte ; l'argent en espèces ou le transfert électronique ont été les plus cités.
- Une bonne connaissance organisationnelle du mécanisme de distribution et l'élaboration de directives claires et simples pouvant être partagées au sein des équipes pertinentes et adressées à d'autres intervenants pertinents.
- Des rôles et responsabilités clairs parmi les membres des équipes, avec des processus de transfert définis et parmi différents ensembles de compétences et d'expertise.

Réticence à s'impliquer dans les TM et programmation de la protection

L'attention des grands donateurs de l'AHM, tels que DfID/Foreign Commonwealth et Development Office's Global Mine Action Programme et le U.S. Department of State's Political-Military Office of Weapons Removal and Abatement (PMWRA) et les agences d'AHM telles que le Groupe Consultatif sur les Mines, le HALO Trust et Norwegian People's Aid,⁵⁹ sécurise, par une enquête, un nettoyage et une sensibilisation aux risques, de grandes étendues de terrain pour les communautés qui vivent ou qui se trouvent près des zones dangereuses. Cette vision macroscopique de l'amélioration de la protection fait en grande partie s'attendre à ce que les communautés utilisent les terrains nettoyés comme bon leur semble, sans assistance supplémentaire. La tendance au sein des grandes agences d'AHM et des entreprises commerciales de nettoyage de ne pas impliquer directement les personnes survivantes des ME et de fournir ou garantir des aiguillages vers des services et une assistance complets, pourrait changer avec la publication récente de NILAM 13.10 Assistance aux Victimes et son adoption par UNMAS DdR (Service de lutte anti mines des Nations Unies Domaine de Responsabilité) et les autorités nationales d'Action contre les Mines. Cela pourrait faire une différence significative pour les personnes survivantes des ME actuelles et futures. La communauté de pratique des TM est équipée d'outils et des meilleures pratiques pour assister les agences d'AHM à aborder à l'échelle les besoins des personnes survivantes des ME. Après une tendance de financement accru de la part des grands donateurs envers AHM, 2018 et 2019 ont connu une baisse de financement pouvant empêcher les agences AHM d'étendre la fourniture de services qui pourraient mieux aborder l'assistance aux victimes, notamment l'utilisation des TM lorsque cela est approprié. Les principaux

59 Les propositions concurrentielles de DfID GMAP 3 et PMWRA en Angola, au Cambodge, au Laos, au Soudan Sud et au Vietnam.

obstacles et le dimensionnement des TM pour obtenir des résultats de protection dans les activités d'AHM sont en grande partie comportementaux, et sont comme suit :

- L'apparente attention exclusive des donateurs d'AHM sur la mise à disposition des terres et la sensibilisation aux risques liés aux explosifs et munitions, en omettant l'importance de l'assistance aux victimes.⁶⁰
- Les compétences techniques du personnel des agences d'AHM et le renforcement des capacités se concentrent historiquement sur la gestion sûre d'un grand nombre d'équipes de nettoyage, réalisant la mise à disposition des terres et contribuant à l'achèvement et la livraison de Liaison Communautaire Liaison, SRME ; il existe peu ou pas d'expériences avec le transfert de ressources, notamment les TM.
- Un manque de volonté organisationnelle par les agences d'AHM à soutenir directement les personnes ou les groupes vulnérables dans une communauté, attendant d'autres secteurs et agences pour investir dans un plus large soutien au niveau communautaire.
- Le manque historique de direction de la part d'IMAS ou de normes nationales pour encourager les agences AHM à mener l'assistance aux victimes ou se relier à des mécanismes de protection, élaborer des procédures opérationnelles permanentes (SOPs) ou des partenariats avec des agences ayant des ensembles de compétences additionnels, notamment les TM.
- Le manque d'intérêt des responsables des agences d'AHM à participer aux engagements mondiaux vers la centralité de la protection dans l'approche de l'action humanitaire et des droits humains ; ceci prend la forme de tendances par lesquelles les agences responsables concentrent le personnel du pays sur la mise à disposition des terres et la sensibilisation aux risques liés aux explosifs et munitions, laissant échapper des occasions de partenariats (ou de renforcement des capacités internes) pour atteindre des personnes ayant besoin de protection, de soutien et d'assistance.
- La réticence au sein des agences d'AHM à s'intéresser à la programmation de l'assistance aux victimes liée à des préoccupations visant à réaliser des engagements à long terme face à des ressources insuffisantes, la bande passante et les compétences du personnel.

L'obstacle lié à l'utilisation des TM dans les zones enclines à aider le détournement et où la récente législation entraîne des sanctions punitives à l'égard des financements atteignant les agences ou les personnes identifiées comme terroristes, est peut-être mal placé⁶¹ car il y a eu des années d'interventions réussies avec les TM⁶² par de multiples

60 L'Observatoire des Mines (2020) indique que 8 % du financement particulier d'AHM est alloué à l'AV. Ceci exclut le financement principal pour les services liés aux handicaps, à la santé ou à la protection auxquels ont accès les personnes survivantes des ME dans le cadre d'une intervention humanitaire plus importante.

61 <https://www.calpnetwork.org/themes/cash-and-voucher-assistance-and-risk/>.

62 Projet de contre-terrorisme et d'engagement humanitaire, « An Analysis of Contemporary Anti-Diversion Policies and Practices of Humanitarian Organizations », Article de recherche et de politique (mai 2014) et <https://www.calpnetwork.org/themes/cash-and-voucher-assistance-and-risk/>.

agences dans certains environnements de travail les plus difficiles. Ceci montre que, même si les risques de diversion et le fait d'assurer que les organisations terroristes ne sont pas soutenues doivent être pris en compte et gérés, ces difficultés peuvent être abordées quand la conception et la mise en œuvre sont suffisamment solides.

Occasions d'exploiter

Les récentes résolutions du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE⁶³ encouragent d'établir une plus grande complémentarité entre l'action humanitaire, le développement et l'action de paix. Ces résolutions encouragent les agences d'AHM et de TM à améliorer constamment la résilience dans les pays ciblés et à étendre les partenariats pour fournir, au moyen de TM, un soutien plus holistique aux communautés affectées par les engins explosifs,⁶⁴ incluant les survivants d'engins explosifs, pour s'acquitter des responsabilités de NILAM 13.10.

Les cadres nationaux des agences d'AHM sont bien placés pour mener de plus en plus des discussions diplomatiques et proactives avec les autorités nationales afin de piloter la mise en œuvre d'initiatives d'aide aux victimes contribuant aux résultats de la protection sociale, y compris l'intégration des TM. Ces projets pilotes, lorsqu'ils aboutissent, pourraient être mis à l'échelle pour progresser vers des engagements mondiaux afin d'obtenir un accès équitable aux services de protection. Associée à l'accès unique des agences d'AHM aux zones complexes et éloignées, la pratique émergente crée un modèle pour un accès équitable aux services de protection et pour la transition des survivants d'engins explosifs vers une assistance de protection à long terme gérée par l'État, lorsqu'elle existe.

La NILAM 13.10 Assistance aux victimes (v.1, 2020) et les stratégies UNMAS 2019-2023 encouragent l'appropriation nationale des initiatives tout en encourageant les autres parties prenantes à sensibiliser et à mobiliser des ressources pour mieux soutenir les survivants, les membres de la famille et les communautés touchées par les ME. Une meilleure collecte et analyse des données à travers les secteurs devraient identifier où les survivants d'engins explosifs et leurs familles représentent une proportion importante de personnes vivant avec un handicap. Là où ils se trouvent, les agences MA AoR, le groupe de protection et d'AHM devraient plaider pour une augmentation du financement de l'assistance aux victimes,⁶⁵ en particulier pour les personnes vivant avec un handicap.⁶⁶ Ce financement supplémentaire pourrait financer des partenariats systématiques entre les acteurs de TM et d'AHM pour fournir aux survivants d'engins explosifs un accès équitable aux soins de santé d'urgence, à la rééducation et au soutien pour obtenir des moyens de subsistance durables.

63 Recommandations du CAD de l'OCDE sur le nœud humanitaire-développement-paix, OECD/LEGAL/5019.

64 GCM et HI au Tchad, HALO Trust et HIHFAD en Syrie sur nord-ouest et CDR/GDD en Afghanistan, au Myanmar et en Ukraine.

65 Messages clés GPA MA AoR sur l'assistance aux victimes, le 3 avril 2020.

66 Conformément au Plan d'action d'Oslo (voir infographie).

La collecte de données par les agences d’AHM, ventilées par sexe, âge et vulnérabilité, dans le cadre de l’engagement initial des fonctions de liaison communautaire avec les communautés, jette les bases pour faciliter une plus grande inclusion des personnes vulnérables et marginalisées dans l’AHM. Cela peut se faire de deux manières : (i) une intégration interne élargie des TM dans la programmation de la protection et des moyens de subsistance et/ou (ii) la facilitation de partenariats respectant la protection des données et fournissant un soutien supplémentaire pour tirer parti de la force logistique et de l’expérience de travail des agences d’AHM dans les régions éloignées et les points forts d’autres agences en TM.

En outre, les agences d’AHM peuvent aider les pays hôtes à expliquer les progrès à la fois sur la localisation du Grand Bargain et sur les engagements en espèces sur une période réaliste de 5 à 10 ans. Au cœur de cette réalisation se trouve la nécessité de convenir de l’échelle à laquelle les agences d’AHM renforceront les capacités des entités nationales et un transfert et un retrait progressifs.

Enfin, dans les États sans autorité nationale fonctionnelle, le processus par étapes ci-dessus pourrait être discuté avec les responsables de la coordination sur le terrain (UNMAS, OCHA, PNUD ou UNICEF) à travers l’engagement, le pilotage de l’intégration de TM, la mise en œuvre et l’adoption d’approches fondées sur des preuves et transfert de nouvelles méthodes de travail.

Limitations des TM dans l’AHM

D’après les preuves recueillies, les TM semblent avoir peu de potentiel pour contribuer à la remise à disposition des terres, à la destruction des stocks ou au plaidoyer. Les transferts monétaires ont montré une utilité possible en aidant à atténuer les risques pour les individus ou les groupes à haut risque en fournissant des moyens de subsistance alternatifs et dans des circonstances exceptionnelles, en permettant de projeter la formation sur les risques au-delà de la portée des équipes des agences d’AHM. De manière plus centralisée, les TM ont été considérés comme hautement appropriés pour soutenir l’assistance aux victimes, lorsqu’il existe des obstacles financiers à l’accès aux soins et aux services clés.

Les TM peuvent habiliter les personnes touchées par la crise à prendre leurs propres décisions concernant leur rétablissement, mais ce n’est pas une panacée.⁶⁷ Dans certains cas, une assistance en nature ou une programmation multimodale, par laquelle une combinaison d’assistance en nature et de TM est fournie pour couvrir l’étendue et la spécificité des besoins, est la plus appropriée.

Par exemple, les TM seuls peuvent ne pas suffire lorsque des priorités concurrentes au sein d’une famille, en particulier dans les familles qui dépendent de l’argent à usages multiples (MPC), donnent la priorité aux besoins urgents à court terme du ménage tels que le loyer,

67 Jo Burton conseiller en transfert d’espèce mondial du CICR.

la nourriture ou le carburant au détriment de l'amélioration de la situation d'un membre de la famille vivant avec un handicap. Un appareil fonctionnel, tel qu'un appareil auditif, un déambulateur ou une prothèse, peut permettre à un survivant d'engins explosifs de démarrer une petite entreprise, de retrouver un emploi ou de reprendre des responsabilités dans le ménage. L'aide peut ne pas être disponible localement, ou son coût peut être prohibitif. Une consultation ouverte avec les survivants d'engins explosifs et leur famille est nécessaire, ainsi qu'une analyse solide lors de la conception du programme, pour évaluer si les transferts monétaires ou l'assistance en nature - ou l'assistance multimodale, sont la meilleure solution pour répondre à l'ensemble des besoins du ménage ainsi qu'aux besoins uniques du survivant d'engins explosifs, comme l'augmentation de la mobilité, de l'audition ou de la confiance en soi conduisant à une meilleure employabilité et autonomie.



La conséquence des blessures qui changent la vie est souvent la perte d'emploi ou la baisse de revenus. Cependant, un appareil fonctionnel, comme une prothèse, peut aider un survivant d'engins explosifs à fonder une petite entreprise, à retrouver un emploi ou à reprendre ses responsabilités dans son foyer.

Difficultés dans la réduction des risques

La prévention des accidents parmi les individus à haut risque, tels que les collecteurs de ferraille et de bois de chauffage dans les zones touchées par les engins explosifs, est une priorité de l'AHM. Le dialogue avec ces groupes est crucial pour identifier et financer des stratégies alternatives viables de génération de revenus. Le renforcement des capacités est

essentiel pour une capacité de liaison communautaire de première ligne suffisante dans les agences d'AHM, car ce personnel de liaison gagne la confiance des groupes à haut risque et pourrait établir des liens avec les principales agences environnementales ou humanitaires pour trouver des moyens de subsistance alternatifs viables à faible risque.

Ces limitations sont gérables. Elles se résument principalement à analyser le contexte local et à assurer l'évaluation des besoins de la famille dans son ensemble ainsi que des besoins spécifiques et divers de ses membres, dont certains peuvent avoir moins de pouvoir et de contrôle sur les biens, y compris l'aide humanitaire. L'évaluation devrait également rechercher les contraintes possibles à l'utilisation des transferts monétaires et développer des mécanismes d'atténuation ou établir les caractéristiques pour la conception de programmes alternatifs.

Inclusion des femmes, des jeunes filles et d'autres groupes marginalisés

Les agences d'action contre les mines collectent systématiquement des données ventilées par sexe et par âge (DVSA) par le truchement d'équipes de liaison communautaire qui identifient les groupes vulnérables, y compris les personnes impliquées dans des activités à haut risque, les personnes handicapées, les familles de migrants et autres groupes marginalisés. L'administration de la courte série de questions du Washington Group⁶⁸ pour identifier les personnes vivant avec un handicap, quelle que soit la cause du handicap, est une pratique exemplaire récemment normalisée. Cependant, alors que l'identification des personnes vivant avec un handicap est largement mise en œuvre, ces personnes ou groupes n'ont reçu que peu ou pas du tout de soutien. Il est impératif que l'identification des individus et des groupes communautaires affectés soit assortie d'un programme ciblé et inclusif pour répondre à leurs besoins et préférences.

Une agence d'AHM a développé une SOP⁶⁹ spécifiquement pour la fonction de liaison communautaire, décrivant l'attente que ces équipes soutiendront le rôle renforcé décrit dans la NILAM 13.10 Assistance aux victimes, dont l'engagement auprès d'individus et de groupes très vulnérables et marginalisés, la collecte et la transmission d'informations, la liaison avec les systèmes de référence de protection existants, la facilitation du transport des survivants de ME vers les établissements de soins de santé d'urgence/ordinaires et, lorsque cela est possible et approprié, l'offre d'opportunités de travail à long terme en tant que facilitateurs SRME. Ce potentiel devrait inclure un examen proactif et l'application de TM, le cas échéant, et 'augmenter la proportion de survivants d'engins explosifs dans la main-d'œuvre permanente de l'AHM.

Si ces SOP (procédures opérationnelles permanentes) ou des SOP similaires sont largement adoptées par les agences d'AHM, leur portée sera améliorée auprès des personnes vulnérables vivant dans les communautés où elles travaillent, contribuant

68 <https://www.washingtongroup-disability.com/question-sets/wg-short-set-on-functioning-wg-ss/>.

69 MAG SOP 15.10 Liaison communautaire 2020.

ainsi aux objectifs de la norme NILAM 13.10 Assistance aux victimes et UNMAS Plan stratégique 2019-2023 Objectif 3.3.⁷⁰

Motifs d'utilisation des TM pour obtenir des résultats en matière de protection dans l'action contre les mines

4e Conférence d'examen de la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel (RevCon 2019)
Actions de la déclaration d'Oslo :



#6

Renforcer les partenariats



#36

Fournir des premiers soins et des soins médicaux continus efficaces et efficaces

#38

Garantir l'accès à des services de réadaptation complets



#39

Garantir l'accès aux programmes de développement rural et de protection sociale



IMAS 13.10
ver 1 2020

Assistance aux victimes

... y compris dans les zones rurales et éloignées



L'aubaine des subventions 2016



Agenda 2020 pour le développement durable



Secrétaire général de l'ONU



DfID 2018

Politique d'inclusion des personnes handicapées

⁷⁰ SO 3 : Les institutions nationales dirigent et gèrent efficacement les fonctions et les responsabilités d'action contre les mines. S.O 3.3 : Les capacités opérationnelles nationales d'action contre les mines sont efficaces.

5. Lacunes en matière d'information et recherches futures recommandées



Les principales lacunes suivantes nécessitent une coordination et une allocation de ressources dédiées à travers la communauté de pratique des TM et du DdR-DH pour garantir, à l'avenir, une action fondée sur des preuves et, en fin de compte, un soutien complet aux communautés touchées par les ME.

► LACUNE 1 : Comprendre et aborder les besoins en protection relatifs aux engins explosifs

Il doit y avoir plus de preuves générées sur diverses populations touchées par la crise qui appliquent une approche intersectionnelle. Afin de mieux comprendre et tirer parti des TM pour les résultats de l'AHM, les futures recherches doivent inclure divers groupes de population. Une approche intersectionnelle est impérative pour construire efficacement des preuves sur les résultats des TM et de l'action contre les mines, reflétant les impacts relatifs sur les personnes d'âges, de sexes et de caractéristiques divers. Seul le handicap a été mis en évidence dans cette étude sur la base des résultats, ce qui souligne la nécessité de se concentrer sur l'âge, le sexe et d'autres aspects de la diversité et de l'intersectionnalité dans les recherches futures.

Alors que des preuves anecdotiques indiquent une prévalence significativement élevée de personnes vivant avec un handicap causé par un conflit,⁷¹ les outils de collecte de données humanitaires n'ont pas encore systématiquement ventilé le handicap spécifique ou sa cause. En outre, ces outils n'identifient pas entièrement les risques et les besoins associés des victimes d'engins explosifs dans les processus d'analyse intersectorielle des besoins pour informer l'atténuation lors de la conception du programme. Par conséquent, les aperçus des besoins humanitaires, lorsqu'ils existent, peuvent ne pas fournir l'analyse nécessaire des lacunes en matière de besoins d'assistance aux victimes d'engins explosifs, dont l'accessibilité aux services existants pour permettre les estimations fondées sur des preuves des besoins en ressources dans le but de combler ces lacunes. D'un autre côté, les processus de planification de la réponse peuvent ne pas prendre en compte le niveau approprié d'assistance ciblée spécifique et des modalités nécessaires pour combler ces lacunes, y compris les TM, qui peuvent atteindre des résultats de protection liés à l'action contre les mines.

71 HI en Syrie 2015 Rapport de conformité statutaire ISU.



Alors que les donateurs de l'AHM exigent de plus en plus l'utilisation des questions courtes du Washington Group pendant les étapes d'engagement et de liaison communautaire de leur travail, ils ne financent pas suffisamment les interventions pour améliorer les résultats de la protection des survivants d'engins explosifs identifiés par les agences d'AHM qu'ils financent.

Les ensembles de données de contribution des clusters Santé, Protection, Protection de l'enfance, AHM, Éducation et EAH peuvent tous fournir une partie du tableau, mais peu d'efforts sont déployés pour rassembler les ensembles de données afin d'obtenir, à travers les réponses, une image claire du nombre d'individus affectés par les engins explosifs, des familles et des communautés.⁷² Ceci est essentiel pour s'assurer que les résultats sont bien intégrés dans les processus d'analyse conjointe humanitaire de base, et articulés dans les documents stratégiques clés qui guident les réponses humanitaires dans différents pays (stratégies de protection HCT, aperçu des besoins humanitaires (HNO)/plans de réponse humanitaire (HRP), etc.).

Priorités de recherche

- Analyser les cas réussis du soutien en TM qui ont conduit à un changement de comportement à long terme parmi les individus et les groupes à risque (par exemple, les collecteurs de bois de chauffage et de ferraille) et promouvoir les pratiques prometteuses à travers l'AHM, les TM et la Protection.
- Mesurez à quel point les TM ciblant les survivants des ME pendant le traitement améliore les résultats ou réduit l'utilisation de stratégies d'adaptation négatives pendant ou après la fin de l'assistance (pour mesurer l'adéquation de l'intervention).

► LACUNE 2 : Comprendre la complémentarité entre l'argent à usages multiples et les TM dans les résultats de la protection des survivants d'engins explosifs

Les évaluations de la vulnérabilité à l'échelle de la population entraînent fréquemment l'inclusion des survivants d'engins explosifs dans les listes de distribution d'argent à usages multiples. Cependant, il est peu probable que le processus de conception du panier de dépenses minimum (PDM) et le calcul de la distribution à grande échelle pour répondre au profil moyen des ménages répondent aux besoins spécifiques rencontrés par un survivant d'engins explosifs et de sa famille ou d'autres personnes/familles vivant avec d'autres handicaps. Les TM pour la protection devraient compléter l'argent à usages multiples. Dans les zones de conflit où le nombre de blessures par engins explosifs est élevé (par exemple, la Syrie et le Yémen), l'écart dans l'association du MPC et des TM

72 Murat Yucer communication personnelle 2020.

pour la protection laisse un nombre non quantifié mais probablement élevé d'individus/familles mal desservis par les réponses humanitaires.

Priorités de recherche

- Développer et tester un outil d'évaluation qui peut quantifier les lacunes dans les besoins des survivants d'engins explosifs et indiquer où les transferts monétaires par rapport à l'assistance en nature (ou assistance multimodale) seront nécessaires pour obtenir des résultats de protection au-delà de l'argent à usages multiples pour les survivants d'engins explosifs et leurs familles.

► LACUNE 3 : Potentiel des TM pour soutenir la rééducation à base communautaire (RBC)

La RBC est largement considérée comme efficace pour rassembler différents segments de sociétés. Elle maximise le capital social et la cohésion avec un soutien volontaire aux personnes vulnérables dans une communauté. Payer pour ce service peut affaiblir l'engagement.⁷³ En même temps, les TM dans la RBC, comme la création d'un bien social, par exemple, les soins à domicile entre pairs assurés par les membres de la famille/ de la communauté, les séances de sensibilisation sur les problèmes d'inclusion sociale et la création de réseaux de protection ou de pairs parmi les personnes avec ou sans handicap, pourraient améliorer l'inclusion des personnes handicapées. Aucun exemple de TM pour soutenir la RBC n'a été pris dans l'étude.

Priorités de recherche

- Évaluer dans quelle mesure la RBC est entreprise dans les zones affectées par les engins explosifs et identifier comment sont utilisés les transferts monétaires.
- Examiner comment le volontariat pour la satisfaction sociale peut interagir au mieux avec l'application des transferts monétaires pour offrir une RBC solide dans tous les contextes.

► LACUNE 4 : Compréhension du positionnement stratégique des donateurs de l'AHM⁷⁴ en matière d'assistance aux victimes, d'inclusion de l'intégration et des engagements du Grand Bargain

Il n'est pas clair quels moteurs encouragent ou inhibent les grands donateurs de l'AHM à soutenir l'engagement dans l'assistance aux victimes ou la réduction des risques pour

73 Raworth, K. (2017) : *Référence de l'économie du Donut Services de transfusion sanguine gratuits contre payants.*

74 Par exemple : PMWRA, DfID GMAP, UNMAS, les gouvernements du Japon, d'Allemagne, de Norvège, des Pays-Bas et d'autres États intéressés à participer à une réunion virtuelle ou à une table ronde pendant ou avant la réunion annuelle des directeurs nationaux de l'action contre les mines (février 2021).

de meilleurs résultats de protection dans l'AHM. La courte durée de cette étude n'a pas permis de clarifier l'appétit des donateurs de l'AHM pour l'utilisation de TM dans l'action contre les mines afin d'obtenir des résultats de protection. Par conséquent, le potentiel pour un mouvement de ressources dans cette direction est inconnu.⁷⁵

Priorités de recherche

- Identifier et cartographier l'intérêt des donateurs de l'AHM pour l'utilisation des transferts monétaires afin d'obtenir des résultats de protection dans l'action contre les mines, y compris pour le soutien à l'atténuation des risques et à l'assistance aux victimes, et permettant des facteurs favorables pour renforcer le soutien à de telles approches (c.-à-d. combler les lacunes, les mandats des donateurs et le climat des donateurs).

► LACUNE 5 : Manque de preuves de TM soutenant l'inclusion/la cohésion sociale et la déstigmatisation des survivants d'engins explosifs

Alors qu'un exemple collecté comprend des preuves anecdotiques liant l'assistance aux victimes à l'augmentation de l'inclusion sociale et de la déstigmatisation, le cas n'incluait pas les TM. De plus amples preuves sont nécessaires sur le rôle des TM dans la promotion de la cohésion sociale. À leur tour, des preuves sont également nécessaires pour aborder spécifiquement le potentiel des TM (par exemple, des programmes d'argent contre actifs), pour atténuer (ou au contraire augmenter) les tensions communautaires parmi les communautés affectées par les engins explosifs ainsi que la discrimination et la stigmatisation des survivants d'engins explosifs, y compris ceux qui vivent avec un handicap.

Priorités de recherche

- Identifier les programmes et les contextes où les interventions en transferts monétaires ont permis l'inclusion/la cohésion sociale et la déstigmatisation et si de telles approches pourraient être adaptées dans les contextes d'action contre les mines.

75 Cette étude identifie un grand donateur de l'AHM soutenant une agence pour piloter ce résultat.

6. Conclusion et recommandations



Ce rapport décrit des exemples de TM appliqués dans les contextes d’AHM et comment les TM peuvent contribuer à améliorer les résultats de la protection pour les personnes, les familles et les communautés très vulnérables. Cependant, ces exemples sont des TM à une échelle limitée. Pour étendre leur portée, conformément aux récentes normes de l’AHM⁷⁶ et aux engagements mondiaux, les équipes de l’AHM doivent s’appuyer sur leurs compétences techniques actuelles et responsabiliser les équipes de terrain, qui sont habituées à transporter et à gérer de grandes quantités d’espèces et doivent avoir une bonne communication avec les communautés où elles travaillent,⁷⁷ pour faire avancer la programmation de TM.

Une séparation généralisée entre les agences d’AHM et les principaux acteurs de la réponse humanitaire et le cloisonnement entre les agences AHM et de TM ont particulièrement perpétué les occasions manquées d’apprentissage mutuel. Toutefois, le partenariat et l’apprentissage croisé ont commencé. GCM et Humanité et Inclusion (HI) au Tchad, HALO Trust et HIHFAD dans le nord-ouest de la Syrie et la récente décision du DDG et de la DCA de travailler en étroite collaboration à l’échelle mondiale, illustrent des exemples émergents où la coordination a et peut avoir un effet de levier synergique.

Les récentes discussions lors des consultations stratégiques MA AoR⁷⁸ positionnant l’AHM comme un pont entre l’action humanitaire et l’action de développement sont valables, bien que difficiles à réaliser. Des recommandations clés sont proposées sur la base des conclusions discutées avec les informateurs clés interrogés dans ce rapport. Les actions concrètes suivantes à travers les principaux groupes de parties prenantes ci-dessous peuvent accélérer les progrès vers le recours aux TM pour obtenir des résultats de protection dans les zones touchées par les engins explosifs, par le secteur de l’action contre les mines dans les mois et les années à venir.

Acteurs de l’action contre les mines - acteurs de l’AHM

Assurer l’adoption et la conformité à la NILAM 13.10 et aux meilleures pratiques émergentes en matière d’approches de transferts monétaires afin d’obtenir de meilleurs résultats pour les survivants d’engins explosifs et les individus, groupes et communautés à haut risque, en tant que précurseur pour tirer efficacement parti des transferts monétaires au sein de l’assistance aux victimes.

76 NILAM 13.10 Assistance aux victimes 2020.

77 Directives de gestion financière MAG.

78 Consultation mondiale DdR-DH sur les exigences d’orientation DdR-DH.



- Collaborer avec les autorités nationales/MA AoR en vue de préparer des SOP pour une assistance améliorée aux victimes.
- Convenir des niveaux de soutien locaux appropriés pour garantir que les survivants d'engins explosifs reçoivent un traitement médical d'urgence et une recommandation réussie pour le mécanisme de protection national.
- Élargir la fonction des équipes de liaison communautaire⁷⁹ pour qu'elles deviennent des agents de première ligne fournissant des services d'assistance aux victimes et de protection contre les risques aux communautés éloignées.
- Investir dans des partenariats avec les acteurs des TM pour piloter des approches intégrant les TM dans l'atténuation des risques et avec les acteurs des TM et de la protection pour garantir que les survivants d'engins explosifs accèdent avec succès aux services de santé et de protection, y compris lorsque ils sont facilités par les transferts monétaires.
- Envisager de soutenir les enfants survivants d'engins explosifs avec les TM directement ou par le biais de partenariats pour faciliter la fréquentation scolaire, y compris en soutenant la modification de l'infrastructure et/ou des appareils fonctionnels, selon les besoins.

Acteurs des transferts monétaires

Collaborer avec les acteurs de la protection pour fournir des transferts monétaires aux fins de résultats de la protection et assurer l'inclusion des survivants d'engins explosifs dans les programmes Cash+ ciblés.

- Adopter la collecte et l'analyse de données ventilées par cause de blessure.
- Assurer des niveaux adéquats de partage de données et d'analyse conjointe entre les fournisseurs des TM, l'action contre les mines et autres secteurs humanitaires concernant les victimes d'engins explosifs, y compris s'ils sont des destinataires anciens ou actuels des TM.
- Concevoir des interventions Cash+ adaptées en collaboration avec les partenaires de Protection et de l'AHM pour obtenir des résultats de protection pour les survivants des ME dans le cadre d'un programme intégrant le handicap.
- Collaborer avec les agences d'AHM pour convenir de la meilleure façon d'aider les survivants d'engins explosifs et les individus et groupes à haut risque en les intégrant dans les transferts monétaires multisectoriels en cours ou futures ainsi

79 MAG CL SOP « Les équipes CL **peuvent** s'engager avec (i) les groupes ethniques/tribaux minoritaires ; ii. les femmes ; iii. les personnes avec handicap ; iv. Les personnes nomades ou les personnes avec un mode de vie partiellement nomade (comme les bergers) pour assurer l'inclusion et peuvent soutenir l'assistance aux victimes, y compris (i) contribuer à la collecte de données d'assistance aux victimes d'engins explosifs et aux systèmes de recommandation ; (ii). identifier les capacités nationales et locales d'assistance aux victimes, et dans quelles conditions l'assistance est disponible ; (iii). identifier les victimes, y compris les survivants et autres personnes handicapées ayant besoin d'assistance pendant leur travail dans les communautés ; (iv). fournir aux personnes/familles identifiées des informations détaillées sur la disponibilité de l'assistance et sur la manière dont cette assistance peut être obtenue ; (v). assurer la liaison avec les centres de rééducation et autres prestataires de services pour s'assurer qu'une assistance est fournie (vi). si nécessaire, faciliter le transport de la personne identifiée et du membre de sa famille vers et depuis le centre et autres prestataires de services pour le traitement ; (vii). envisager d'employer des victimes, y compris des survivants, dans leur travail, si possible et le cas échéant, en tant que facilitateurs SMRE.

que dans les transferts monétaires pour la rééducation et l'aide aux moyens de subsistance.

- Assister et former les acteurs de l'AHM pour développer les directives des transferts monétaires.
- Assurer une coordination efficace avec les acteurs de la protection pour garantir que le potentiel des transferts monétaires à contribuer aux résultats de la protection est reconnu et mis à jour sur la carte des services.
- Assurer une analyse contextuelle rigoureuse sur l'exclusion sociale et les mécanismes d'atténuation liés au handicap et à la stigmatisation en tant que partie intégrante de toute conception et mise en œuvre de transferts monétaires.

Spécialistes de la protection

Examiner et réviser la couverture géographique de la cartographie des services et la couverture des voies de recommandation.

- Identifiez s'il existe des lacunes géographiques dans la couverture des services de protection du pays où les risques liés aux engins explosifs sont élevés (en particulier les zones reculées).
- Collaborer avec les agences de l'AHM pour convenir de SOP afin de soutenir la réalisation d'un accès équitable aux services (conformément à NILAM 13.10 Assistance aux victimes), y compris en utilisant les transferts monétaires.
- Plaider pour l'utilisation des transferts monétaires dans les programmes de protection pour soutenir les résultats de la protection.

Point focal des domaines de responsabilité de l'action antimines et autorités nationales pour l'action contre les mines

Accélérer l'intégration de la NILAM 13.10 Assistance aux victimes dans les normes nationales de l'action contre les mines.

- Promouvoir et garantir l'adoption de la NILAM 13.10 dans les normes nationales de l'action contre les mines en tant que précurseur pour tirer efficacement parti des transferts monétaires.
- Aider les agences de l'AHM à préparer les SOP pour approbation conformément à la section 7.2 de la NILAM 13.10.
- Encourager l'adoption des transferts monétaires pour faciliter le transport vers l'établissement de santé d'urgence, les coûts initiaux du traitement et les frais de subsistance (en laissant du temps pour l'activation de la gestion des cas par l'agence de protection compétente).
- Investir dans le renforcement des capacités locales pour l'adoption des transferts monétaires au sein des organisations d'assistance aux victimes et des ONG locales travaillant avec les communautés affectées par les engins explosifs.

Promouvoir l'adoption de la politique des transferts monétaires en tant qu'approche utile dans les programmes d'assistance aux victimes et de réduction des risques au sein de MA AoR..

- Préparer des lignes directrices sur les meilleures pratiques et du matériel de formation axés sur la façon d'utiliser les transferts monétaires pour soutenir les résultats de la protection dans l'AHM.
- Promouvoir les lignes directrices à l'échelle internationale lors d'événements pertinents d'action contre les mines afin d'encourager leur adoption rapide.
- Promouvoir l'impératif inter-agences de l'AHM pour soutenir les survivants d'engins explosifs, leurs familles et les communautés affectées en tant que sous-ensemble spécifique des transferts monétaires pour les réponses de protection.

Augmenter la visibilité des meilleures pratiques en matière de prestation de services aux individus, groupes et communautés vulnérables et affectés.

Survivants d'engins explosifs

- Plaider pour l'inclusion des survivants d'engins explosifs comme sous-ensemble des évaluations générales de la vulnérabilité.
- Investir dans le traitement des données des survivants d'engins explosifs pour quantifier l'importance pertinente par rapport à d'autres besoins concurrents lors de la planification de l'intervention.
- Coordonner entre les clusters de protection, d'éducation et de santé ainsi que les groupes de travail des transferts monétaires plaidant pour une meilleure inclusion des survivants d'engins explosifs dans les voies de recommandation et des dossiers des agences de protection à partir des zones de travail reculées des agences de l'AHM.

Individus et groupes prenant des risques liés aux engins explosifs

- Financer des projets pilotes pour traiter des exemples de comportements à risque extrêmes (liés aux engins explosifs) spécifiques à un pays et plaider en faveur de l'utilisation de l'assistance en transferts monétaires destinés aux moyens de subsistance alternatifs à inclure dans les plans d'intervention et les budgets.

Intensifier les efforts pour soutenir les partenariats de l'AHM et des transferts monétaires et développer des voies de recommandation pour assurer l'extension de l'assistance en transferts monétaires pour obtenir des résultats de la protection en zones reculées.

- Soutenir la diffusion et la promotion des exemples émergents décrits dans ce rapport.
- Assurer un financement pour développer une base de données probantes et partager les connaissances liées aux TM pour la protection dans les AHM dans toutes les zones d'opération.
- Faciliter la coopération entre les acteurs de la protection, les agences de l'AHM et de TM pour étendre l'accès équitable au mécanisme de recommandation en matière de protection dans les zones reculées.
- Identifier et allouer des ressources pour permettre le pilotage de la coopération AHM-TM afin d'améliorer les résultats de la protection dans les zones reculées.

Faciliter une consultation des donateurs de l'AHM sur le plan de déploiement pour la NILAM 13.10 Assistance aux victimes.

- Rassembler et diffuser des exemples d'approches en matière de transferts monétaires soutenant les survivants d'engins explosifs tout au long de leur parcours de rétablissement.
- Rassembler et diffuser des exemples de transferts monétaires soutenant l'atténuation des risques pour réduire les accidents liés aux engins explosifs.
- Demander l'accord des donateurs sur la mesure dans laquelle ils encourageront le financement (a) des stratégies de réduction des risques pour les individus, les groupes et les communautés à haut risque ainsi que (b) de l'expansion de l'assistance aux victimes comme mesure provisoire, en utilisant les transferts monétaires, le cas échéant, jusqu'à ce que les services d'État ou la communauté humanitaire au sens large (si présente) prennent le relais.

Donateurs

Donateurs de l'AHM : Clarifier le soutien des bénéficiaires de subventions pour les engagements de financement dans la NILAM 13.10.

- Convenir d'un calendrier avec les bénéficiaires/toutes les agences de l'AHM pour se conformer à leurs responsabilités (Section 7.2.) de la NILAM 13.10.
- Ressourcer les agences de l'AHM pour qu'elles s'acquittent de leurs responsabilités pour faciliter ou fournir le transport d'urgence des survivants d'engins explosifs vers des installations médicales d'urgence en utilisant les transferts monétaires, le cas échéant (et si possible, adopter la meilleure pratique d'une indemnité de subsistance initiale d'un mois).⁸⁰
- Encourager les agences de l'AHM à fournir (ou à s'associer pour atteindre) une adoption plus large des transferts monétaires destinés à soutenir les survivants d'engins explosifs par le biais d'un soutien au rétablissement et à la rééducation dans les zones où les services sont limités ou inexistantes.
- Donner aux agences de l'AHM les moyens de piloter les transferts monétaires pour des activités de subsistance plus sûres parmi les groupes à haut risque.

Donateurs humanitaires : Améliorer la fourniture de services de protection dans les interventions affectées par les engins explosifs.

- Assurer l'ajout par tous les bénéficiaires de la subvention des champs de données sur la cause des blessures lors de la collecte des données ventilées par le sexe et l'âge des bénéficiaires.⁸¹

80 L'équivalent d'un mois de PDM pour réduire le fardeau familial tout en se connectant au système de gestion des cas de protection.

81 Pour assurer la visibilité sur la dimension des handicaps excessifs causés par les engins explosifs dans chaque intervention.

- Faire une analyse proactive des données pour clarifier la pondération relative des besoins des survivants d'engins explosifs pour mener une prestation de services appropriée.
- Encourager l'adoption d'approches de programmes complémentaires (par exemple, combinaison de TM et d'appareils fonctionnels) pour répondre, dans toutes les interventions, aux besoins des survivants d'engins explosifs en tant que sous-ensemble d'un soutien plus large aux personnes vivant avec un handicap.
- Consacrer des ressources aux programmes intersectoriels ciblant spécifiquement les victimes d'engins explosifs, s'ils ne sont pas couverts par les donateurs de l'AHM ci-dessus.

Annexe 1 : Méthodologie



Les premières discussions avec le groupe consultatif ont reconnu la probabilité que l'utilisation des TM dans l'AHM n'a pas été largement mise en œuvre ou documentée et que la récupération documentaire devrait être accompagnée d'entretiens d'informateurs clés (KII) avec des praticiens humanitaires engagés dans les transferts monétaires intégrés dans l'AHM, pour informer la pratique actuelle et partager la documentation qui décrit les pilotes et les programmes que les agences entreprennent actuellement (où les rapports finaux, les évaluations ou les leçons apprises peuvent ne pas être disponibles). Par conséquent, il a été convenu que la recherche serait menée, étape par étape, par le consultant, avec la contribution du groupe consultatif lorsque cela est préconisé, en utilisant la méthodologie suivante :

1. Examen d'une bibliographie annotée par le groupe consultatif, suivi d'une étude documentaire ;
2. Examen des rapports de conformité statutaire pour les signataires du MBT et du CCM, si disponibles ;
3. Examen des rapports nationaux annuels de l'Observatoire des mines et des armes à sous-munitions (2018 ou 2019) dans les cas où le rapport statutaire n'a pas été soumis ;
4. Génération, par le groupe consultatif, d'une liste de points focaux de l'AHM à l'échelle mondiale et nationale pour informer une demande initiale d'informations ;
5. Identification d'informateurs clés potentiels, dont les praticiens qui gèrent les transferts monétaires, pour obtenir des résultats de protection dans les zones affectées par les engins explosifs et les conseillers techniques impliqués dans la conception ou la prestation des transferts monétaires pour obtenir des résultats de protection au sein de l'AHM ;
6. Entretiens menés avec 12 informateurs clés avec des demandes de pièces justificatives, si disponibles.

Il a été convenu d'engager directement les parties prenantes clés suivantes dans cette recherche en tant qu'informateurs clés : Les autorités nationales de l'action contre les mines ; les agences nationales chargées de soutenir les survivants d'engins explosifs ; les agences humanitaires d'action contre les mines ou les ONG internationales ; les agences humanitaires et de développement travaillant dans les pays touchés par les engins explosifs (contactées par l'intermédiaire de leurs responsables techniques en matière de protection, de protection de l'enfance, de sécurité alimentaire et de moyens d'existence ou de conseillers techniques en transferts monétaires) ; et le Service d'action anti mines des Nations Unies, tant au siège pour orienter la politique que dans les pays où il est opérationnel.

Les parties prenantes importantes qui n'ont pas été ciblées pour les entretiens avec des informateurs clés mais ont été informées de cette recherche et continuent d'agir en tant que contacts clés pour faire avancer les choses, notamment l'Unité d'appui à la mise en

œuvre du Traité d'interdiction des mines terrestres, dont le mandat est d'aider les pays à signer et à ratifier le MBT et le CCM, et soumettent leurs rapports statutaires annuels et, le cas échéant, leurs demandes de prolongation, et le Comité international de révision des normes de l'action contre les mines, composé d'experts techniques mondiaux (gouvernements, ONU et OING), qui se réunissent tous les trimestres pour discuter des développements dans le secteur et proposer des amendements et des améliorations aux Normes internationales de l'action contre les mines.

La littérature a été récupérée via Relief Web et Google Scholar, et fournie par des informateurs clés. Les termes de recherche comprenaient « Assistance en espèces à l'action contre les mines, transferts monétaires (Action contre les mines), Espèces (Action contre les mines), Assistance aux victimes de l'action contre les mines, Assistance aux victimes en espèces, Assistance aux victimes, Espèces pour les survivants des mines, Survivants des engins non explosés, Espèces. » En tout, 698 documents ont été récupérés en utilisant ces mots clés. Seuls 14 documents étaient inclus en utilisant les critères d'inclusion-exclusion ci-dessous :

• **Critère d'inclusion**

- TM au sein des communautés affectées par les REG
- Après l'année 2000 (pour inclure le Sri Lanka après le Tsunami de 2004)
- Propositions/rapports des donateurs/évaluations
- Manuels de mise en œuvre

• **Critère d'exclusion**

- Articles non anglais
- Lignes directrices non attachées aux projets

Treize informateurs clés ont décrit collectivement 18 interventions du programme. Quatre informateurs ont fourni la documentation du projet, cependant, la plupart de ces documents étaient exclusifs, « à titre d'information », et les informateurs ont demandé que les détails opérationnels ne soient pas partagés.

Annexe 2 : Résultats des transferts monétaires-actions contre les mines trouvés dans la littérature récupérée et à travers les entretiens avec les informateurs clés



1. Littérature recensée démontrant l'utilisation des transferts monétaires contribuant aux résultats de protection dans l'action contre les mines.

Date	Source	Organisme d'exécution	Lieu	Intervention	Modalité	Groupe(s) cible(s)	Conclusion(s) pertinente(s)
2003	Assistance aux victimes de mines terrestres en Europe du Sud-Est : Rapport d'étude final (HI)	CICR	Albanie, (Tirana NPC)	Transferts de subsistance	Transfert d'espèces	Patient amputé rescapé d'un accident de mine et 1 membre de sa famille pendant le traitement pour la prothèse	Assistance aux victimes- Les besoins (spécifiques et généraux) à court, moyen et long terme en matière de santé physique, mentale et autres sont satisfaits
		VMA AMAE	Albanie	Prêts sans intérêt pour la petite agriculture	Prêts	Familles d'amputés (40 familles/ an pendant 3 ans)	Assistance aux victimes - Amélioration de l'autonomie, du pouvoir de décision et de la résilience
		CICR	Albanie	5 500 \$ de subvention en espèces pour le démarrage d'une entreprise (fabrication de chaussures)	Transfert d'espèces	Survivant de l'explosion d'une mine	Assistance aux victimes - Amélioration de l'autonomie, du pouvoir de décision et de la résilience
		État d'Albanie	Albanie	Paiement d'invalidité de l'État de 54-27 \$/mois	Transfert d'espèces	Familles pauvres avec un survivant de l'explosion d'une mine	Assistance aux victimes - Autonomie, pouvoir de décision et résilience renforcés
Assistance aux victimes de mines terrestres en Europe du Sud-Est : Rapport d'étude final (HI)	Gouvernement de la Bosnie-Herzégovine	Bosnie-Herzégovine	Fonds d'assurance maladie de l'État Pour les survivants civils des mines, de 38 à 113 dollars par mois Pour les anciens combattants 15-145 \$ /mois Pensions d'invalidité 24-363 \$/mois selon le niveau d'invalidité	Transfert d'espèces	Survivants civils Survivants vétérans	Assistance aux victimes - Amélioration de l'autonomie, du pouvoir de décision et de la résilience	
Assistance aux victimes de mines terrestres en Europe du Sud-Est : Rapport d'étude final (HI)	CMVA et CICR	Croatie	Bourse de 70 \$/mois pour aller à l'école Bourse d'études accordée à 4 enfants Pension d'invalidité de soldat d'État invalidité à 100 % 843 \$/mois Pension civile d'invalidité à 100 % 239 \$/mois	Transfert d'espèces Transfert d'espèces	Enfants survivants Vétérans Adultes survivants	Aide aux victimes - Pourcentage d'enfants survivants en âge d'aller à l'école qui déclarent que l'impact de l'accident causé par un engin explosif est la principale raison pour laquelle ils ne vont pas à l'école ou ne sont pas inscrits à l'école ; Aide aux victimes Autonomie, pouvoir de décision et résilience accrus	
Assistance aux victimes de mines terrestres en Europe du Sud-Est : Rapport d'étude final (HI)	Ministère des affaires sociales	Serbie et Monténégro	Pension de 130 \$ par mois pour les anciens combattants invalides de guerre	Transfert d'espèces	Survivants vétérans Survivants civils	Assistance aux victimes - Amélioration de l'autonomie, du pouvoir de décision et de la résilience	
			Prestations de sécurité sociale pour les personnes handicapées 30 \$/mois	Transfert d'espèces			
Assistance aux victimes de mines terrestres en Europe du Sud-Est : Rapport d'étude final (HI)	Gouvernement du Kosovo (ministère non spécifié)	Kosovo	Anciens combattants handicapés 83 \$ /mois Civils 54-68 \$/mois	Transfert d'espèces	Survivants anciens combattants Survivants civils	Assistance aux victimes - Autonomie, pouvoir de décision et résilience accrus	
			Plus une pension en transfert d'espèces de 37 à 67 dollars si aucun membre de la famille ne travaille	Transfert d'espèces			

2005	Assistance aux victimes de mines terrestres dans le cadre de l'action intégrée contre les mines au Cambodge	Standing Tall Australia	Cambodge	World Vision International Cash and Loans Recommended Cash for Transport to services	Transfert d'espèces et prêts	Survivants d'accident causé par des engins explosifs	Assistance aux victimes - Amélioration de l'autonomie, du pouvoir de décision et de la résilience ; satisfaction des besoins (spécifiques et généraux) à court, moyen et long terme en matière de santé physique et mentale et autres besoins
	Évaluation externe de l'assistance de l'UNICEF aux victimes de mines/UXO et aux personnes handicapées	Consultants externes de l'UNICEF	Cambodge	Subsides et prêts en espèces	Transfert d'espèces	Survivants d'accident causé par des engins explosifs	Assistance aux victimes - Autonomie, pouvoir de décision et résilience accrus
	Examen par la JICA du plan pour le Cambodge	Gouvernement du Japon	Cambodge	Opportunités professionnelles pour les personnes vivant avec un handicap Subventions de démobilisation pour les soldats	Transfert d'espèces	Survivants d'accident causé par des engins explosifs Vétérans	Assistance aux victimes - Autonomie, pouvoir de décision et résilience accrus
2007	Évaluation de l'action anti mines albanaise Programme	Autorité albanaise de gestion de l'action contre les mines	Albanie	Prêt renouvelable pour les moyens de subsistance (bétail)	Transfert d'espèces	Survivants d'accident causé par des engins explosifs	Assistance aux victimes - Autonomie, pouvoir de décision et résilience renforcés
	De meilleurs choix pour les enfants : Subventions communautaires au Mozambique	Save the Children	Mozambique	Assistance aux orphelins	Non spécifié	Orphelins	Assistance aux victimes - Autonomie, pouvoir de décision et résilience accrus
2012	Transition des programmes d'action contre les mines vers une gestion nationale en Azerbaïdjan	Autorité azerbaïdjanaise de gestion de l'action contre les mines	Azerbaïdjan	Autorité azerbaïdjanaise de gestion de l'action contre les mines AMAMA Assistance financière pilote pour les survivants	Transfert d'espèces	Survivants d'accident causé par des engins explosifs	Assistance aux victimes - Amélioration de l'autonomie, du pouvoir de décision et de la résilience
2015	Créer des opportunités pour les survivants blessés par le conflit dans la région du Nil Bleu	UNDP Community Security and Stabilization Programme (C2SP)	Soudan	Équipement de démarrage en nature pour l'entreprise Assurance de santé	Transfert d'espèces	Survivants d'accident causé par des engins explosifs Survivants vétérans	Assistance aux victimes- Les besoins (spécifiques et généraux) à court, moyen et long terme en matière de santé physique, mentale et autres sont satisfaits
2016	Vidéo SCI Ukraine	Save the Children Ukraine	Ukraine	Subvention en espèces	Transfert d'espèces	Familles affectées par un accident causé par une mine	Assistance aux victimes - Autonomie, pouvoir de décision et résilience accrus

2018	Programmation des transferts en espèces lors des conflits armés : L'expérience du CICR	CICR	Yémen	Survivants à l'explosion d'une mine vulnérables participant à des séances de réadaptation et d'appareillage de prothèses.	Modalité selon le cas : Espèces en mains propres ou coupon papier Coupon électronique Bureau de poste Virement bancaire Argent mobile	Survivants d'accident causé par des engins explosifs	Assistance aux victimes - Amélioration de l'autonomie, du pouvoir de décision et de la résilience ; satisfaction des besoins (spécifiques et généraux) à court, moyen et long terme en matière de santé physique et mentale et autres besoins
	Programmation des transferts en espèces lors des conflits armés : L'expérience du CICR	CICR	Nigeria	Moyens de subsistance	Transfert d'espèces Coupon conditionnel	Familles affectées par les mines déplacées internes en transit	Assistance aux victimes - Amélioration de l'autonomie, du pouvoir de décision et de la résilience
	Programmation des transferts en espèces lors des conflits armés : L'expérience du CICR	CICR	Soudan du sud	Pilotes des moyens de subsistance pour le bétail	Coupons conditionnels	Familles affectées par les mines déplacées internes en transit	Assistance aux victimes - Amélioration de l'autonomie, du pouvoir de décision et de la résilience
	Programmation des transferts en espèces lors des conflits armés : L'expérience du CICR	CICR	Somalie	Subventions de création de moyens de subsistance	Transfert d'espèces / Argent mobile	Familles affectées par une mine ; Familles vulnérables	Assistance aux victimes - Amélioration de l'autonomie, du pouvoir de décision et de la résilience
	Programmation des transferts en espèces lors des conflits armés : L'expérience du CICR	CICR	Liban	Redémarrer les moyens de subsistance 6 versements de 150 \$ Versement unique de 2 000 \$	Transfert d'espèces	Survivants d'accident causé par des engins explosifs	Assistance aux victimes - Autonomie, pouvoir de décision et résilience accrus
	Programmation des transferts en espèces lors des conflits armés : L'expérience du CICR	CICR	Yémen	Coupon pour du pain	Coupon conditionnel	Familles vulnérables	Assistance aux victimes - Autonomie, pouvoir de décision et résilience accrus
2019	TRANSFERT D'ESPÈCES POLYVALENT "PLUS" : Maximiser l'impact sur les enfants grâce à une programmation intégrée basée sur l'argent liquide	Save the Children	Colombie	MPCT (y compris le budget santé pour les familles ayant une personne vivant avec un handicap)	Transfert d'espèces	Survivants d'accident causé par des engins explosifs	Assistance aux victimes - Autonomie, pouvoir de décision et résilience accrus
2020	Liquidités humanitaires et protection sociale au Yémen	Meraki Labs	Yémen	MPCT de l'ONU CT ciblé d'ONGI	Transfert d'espèces	Famille affectée par un accident causé par une mine	Assistance aux victimes - Autonomie, pouvoir de décision et résilience accrus

2. Exemples émergents de la contribution des transferts monétaires sur les résultats de la protection dans l'action contre les mines, identifiés par les entretiens avec les informateurs clés.

Date	Source	Implementing agency	Location	Intervention	Modality	Target group(s)	Relevant outcome(s)
2017-2020	Conseiller en trésorerie du CICR	CICR	Ukraine	Transport pour accéder aux soins de santé et autres frais de subsistance	Paiement direct	Survivants d'un accident/incident causé par une mine	Réduction des risques - Limitation du taux de mortalité des victimes d'un accident causé par une mine
2020	Conseiller en trésorerie du CICR	CICR	Afghanistan	Microcrédits	Microcrédits	Amputé rétabli / blessé médullaire	Assistance aux victimes - Autonomie, pouvoir de décision et résilience accrus
	Conseiller en trésorerie du CICR	CICR	RDC	Un versement unique (80 USD) d'une valeur de 1 mois de MEB - versé via Mobile Money lorsque cela est jugé plus sûr	Transfert d'espèces	Personnes extrêmement vulnérables, y compris les blessés PCP et à cause d'une mine	Assistance aux victimes - Autonomie, pouvoir de décision et résilience accrus ; risque limité de discrimination ou d'isolement socio-économique
	Conseiller en trésorerie du CICR	CICR	Ukraine	Aide au revenu pendant le traitement 50 % ou 100 % du salaire minimum national pendant 3-12 mois	Transfert d'espèces	Survivants d'un accident/incident causé par une mine	Assistance aux victimes - Les besoins (spécifiques et généraux) à court, moyen et long terme en matière de santé physique et mentale et autres sont satisfaits ; l'autonomie, le pouvoir de décision et la résilience sont améliorés
	Conseiller en trésorerie du CICR	CICR	Ukraine	Subvention de productivité	Transfert d'espèces	Agriculteurs à haut risque vivant à proximité de la ligne de contact	Atténuation des risques - exposition aux risques liés aux mines pour les individus et les communautés
						Survivants d'un accident/incident causé par une mine	Assistance aux victimes - Autonomie, pouvoir de décision et résilience accrus
	Conseiller en trésorerie du CICR	CICR	15 pays dont la RDC, le Sud-Soudan et l'Ukraine	Subvention de productivité	Transfert d'espèces	Personnes risquant d'être affectées par des mines	Atténuation des risques - exposition aux risques liés aux mines pour les individus et les communautés
	Directeur de programme DDG	CDR/GDD	Afghanistan	Transport ponctuel vers des établissements médicaux	Transfert d'espèces	Personnes vulnérables déplacées par un conflit	Assistance aux victimes - Limitation du taux de mortalité des victimes de mines ; satisfaction des besoins (spécifiques et généraux) en matière de santé physique et mentale à court, moyen et long terme ; amélioration de l'autonomie, du pouvoir de décision et de la résilience
				Fonds de subsistance pour les besoins spéciaux MPCT de 110 \$.	Transfert d'espèces		
	Directeur de programme DDG	CDR/GDD	Afghanistan	Paiement ponctuel pour besoins spéciaux 110 \$	Paiement direct	Personnes vulnérables déplacées par un conflit	Assistance aux victimes - Amélioration de l'autonomie, du pouvoir de décision et de la résilience
	Directeur de programme DDG	CDR/GDD	Afghanistan	Aide à la protection individuelle - Valeur variable	Paiement direct	Gestion des cas de protection	Assistance aux victimes - Amélioration de l'autonomie, du pouvoir de décision et de la résilience
Directeur de programme DDG	CDR/GDD	Afghanistan	CfA river diversion irrigation system	Argent contre travail Argent contre actif	+/- 100 pax Personnes vivant à proximité de mines	Assistance aux victimes - Autonomie, pouvoir de décision et résilience accrus	

2020	Directeur de programme DDG	DDG National VA agency	Afghanistan	Subventions pour les moyens de subsistance	Transfert d'espèces	Survivants d'accident causés par des mines et autres handicaps	Assistance aux victimes Autonomie, pouvoir de décision et résilience accrus
	Directeur de programme DDG	Équipes de déminage DDG	Afghanistan	reconstruction (enlèvement de mines)	Paiement direct	Personnes vivant dans des maisons contaminées par les mines	Atténuation des risques - réduction de l'exposition aux risques liés aux mines pour les individus et les communautés
	Conseiller technique HI/MAG	Conseiller technique MAG	Tchad	-	Subvention en espèces	Survivants d'accident causé par des engins explosifs	Atténuation des risques - Limitation du taux de mortalité des victimes de mines
	SCI	TA espèces	Yémen	Subvention ponctuelle de protection de 220 \$	Transfert d'espèces	Familles très vulnérables	Assistance aux victimes - Les besoins (spécifiques et généraux) à court, moyen et long terme en matière de santé physique et mentale et autres sont satisfaits ; l'autonomie, le pouvoir de décision et la résilience sont améliorés
	SCI	TA espèces	Yémen	Transfert en espèces (ou MM) pendant 6 mois Basé sur la MEB (70 % de la population)	Transfert d'espèces	IPC3, 4 ou 5, y compris les familles handicapées ou celles dont une femme est responsable	Assistance aux victimes Autonomie, pouvoir de décision et résilience accrus

3. Ensemble de documents mettant en évidence les effets positifs de la CVA sur les résultats de protection dans le cadre de la lutte antimines

Date	Source	Organisme d'exécution	Lieu	Intervention	Modalité d'exécution	Groupe(s) cible(s)	Résultat(s) pertinent(s)
2003	Landmine Victim Assistance in South-East Europe: Final Study Report (HI) [Assistance aux victimes de mines terrestres en Europe du Sud-Est : Rapport d'étude final (HI)]	CICR	Albanie (Tirana, NPC)	Transferts de subsistance	Transfert en espèces	Patients amputés rescapés de l'explosion de mines et un membre de leur famille jusqu'à l'appareillage des patients famille u'à l'appareillage des patients	Assistance aux victimes — Prise en charge des besoins de santé physique et mentale et des autres besoins (spécifiques et généraux) à court, moyen et long terme
		VMA et AMAE	Albanie	Prêts à taux zéro pour les petits producteurs agricoles	Prêts	Familles de personnes amputées (40 familles/an pendant 3 ans)	Assistance aux victimes — Renforcement de l'autonomie, du pouvoir de décision et de la résilience
		CICR	Albanie	Subvention en espèces d'un montant de 5 500 dollars pour le démarrage d'une entreprise (cordonnerie)	Transfert en espèces	Rescapés de l'explosion de mines	Assistance aux victimes — Renforcement de l'autonomie, du pouvoir de décision et de la résilience
		État albanais	Albanie	Pension d'invalidité versée par l'État d'un montant compris entre 27 et 54 dollars/mois	Transfert en espèces	Familles pauvres avec un rescapé d'engins explosifs à charge	Assistance aux victimes — Renforcement de l'autonomie, du pouvoir de décision et de la résilience
	Landmine Victim Assistance in South-East Europe: Final Study Report (HI) [Assistance aux victimes de mines terrestres en Europe du Sud-Est : Rapport d'étude final (HI)]	Gouvernement de Bosnie-Herzégovine	Bosnie-Herzégovine	Fonds d'assurance maladie de l'État d'un montant compris entre 38 et 113 dollars/mois pour les rescapés civils de l'explosion de mines, et entre 15 et 145 dollars/mois pour les anciens combattants	Cash transfer	Civilian survivors Veteran survivors	Victim Assistance - Self-reliance, decision-making power and resilience improved
	Landmine Victim Assistance in South-East Europe: Final Study Report (HI) [Assistance aux victimes de mines terrestres en Europe du Sud-Est: Rapport d'étude final (HI)]	CMVA et CICR	Croatie	Subvention d'un montant de 70 dollars/mois pour aller à l'école, bourse d'études fournies à quatre enfants Pension d'invalidité à 100 % d'un montant de 843 dollars/mois pour les anciens combattants Pension d'invalidité à 100 % d'un montant de 239 dollars/mois pour les civils	Transfert en espèces Transfert en espèces	Enfants rescapés Anciens combattants Adultes rescapés	Assistance aux victimes — Pourcentage d'enfants rescapés d'engins explosifs en âge d'aller à l'école qui indiquent les répercussions des engins explosifs comme la raison principale pour laquelle ils ne vont pas à l'école ou ne s'y inscrivent pas ; renforcement de l'autonomie, du pouvoir de décision et de la résilience
	Rescapés parmi les anciens combattants	Assistance aux victimes — Renforcement de l'autonomie, du pouvoir de décision et de la résilience	Serbie-et-Monténégro	Disabled War veterans \$130/month pension Social Security payment for disabled person \$30 /month	Transfert en espèces Transfert en espèces	Rescapés parmi les anciens combattants Rescapés civils	Assistance aux victimes — Renforcement de l'autonomie, du pouvoir de décision et de la résilience
	Landmine Victim Assistance in South-East Europe: Final Study Report (HI) [Assistance aux victimes de mines terrestres en Europe du Sud-Est : Rapport d'étude final (HI)]	Gouvernement du Kosovo (ministère non précisé)	Kosovo	Pension d'un montant de 83 dollars/mois pour les anciens combattants mutilés de guerre Pension d'un montant compris entre 54 et 68 dollars/mois pour les civils Pension complémentaire en espèces d'un montant compris entre 37 et 67 dollars, si aucun membre de la famille ne travaille	Transfert en espèces Transfert en espèces	Rescapés parmi les anciens combattants Rescapés civils	Assistance aux victimes — Renforcement de l'autonomie, du pouvoir de décision et de la résilience

2005	Landmine Victim Assistance in Integrated Mine Action in Cambodia [Assistance aux victimes de mines terrestres dans le cadre de la lutte antimines intégrée au Cambodge]	Standing Tall Australia	Cambodge	Transferts en espèces et prêts internationaux pour le compte de World Vision Aide financière accordée pour le transport vers les services	Transfert en espèces et prêts	Rescapés d'engins explosifs	Assistance aux victimes — Renforcement de l'autonomie, du pouvoir de décision et de la résilience ; prise en charge des besoins de santé physique et mentale et des autres besoins (spécifiques et généraux) à court, moyen et long terme
	External Evaluation of UNICEF's Assistance to Mine/UXO Victims and Disabled People [Évaluation externe de l'assistance aux rescapés de mines et aux personnes handicapées de l'UNICEF]	Consultants externes de l'UNICEF	Cambodge	Subventions en espèces et prêts	Transfert en espèces	Rescapés d'engins explosifs	Assistance aux victimes — Renforcement de l'autonomie, du pouvoir de décision et de la résilience
	JICA review of Cambodia country plan [Examen par la JICA du plan d'action du Cambodge]	Gouvernement japonais	Cambodge	Possibilités de formation professionnelle pour les personnes handicapées Indemnités de démobilisation accordées aux soldats	Transfert en espèces	Rescapés d'engins explosifs parmi les anciens combattants	Assistance aux victimes — Renforcement de l'autonomie, du pouvoir de décision et de la résilience
2007	Evaluation of the Albanian Mine Action Programme [Évaluation du programme de lutte antimines de l'Albanie]	Organe de gestion de la lutte antimines en Albanie	Albanie	Crédit renouvelable pour les activités de subsistance (bétail)	Transfert en espèces	Rescapés d'engins explosifs	Assistance aux victimes — Renforcement de l'autonomie, du pouvoir de décision et de la résilience
	Better Choices for Children: Community Grants in Mozambique [De meilleurs choix pour les enfants : Subventions communautaires au Mozambique]	Save the Children	Mozambique	Assistance aux orphelins	Non précisé	Orphelins	Assistance aux victimes — Renforcement de l'autonomie, du pouvoir de décision et de la résilience
2012	Transitioning Mine Action Programmes to National Ownership in Azerbaijan [Transition des programmes de lutte antimines vers une appropriation nationale en Azerbaïdjan]	Organe de gestion de la lutte antimines en Azerbaïdjan	Azerbaïdjan	Projet d'assistance financière pour les rescapés mis en place par l'organe de gestion de la lutte antimines en Azerbaïdjan (AMAMA)	Transfert en espèces	Rescapés d'engins explosifs	Assistance aux victimes — Renforcement de l'autonomie, du pouvoir de décision et de la résilience
2015	Creating Opportunities for Conflict Injured survivors in Blue Nile [Offrir des possibilités aux personnes blessées par les conflits dans l'État du Nil Bleu]	Programme communautaire de sécurité et de stabilisation (C2SP) du PNUD	Soudan	Fourniture de matériel nécessaire au démarrage d'entreprises	Transfert en espèces	Rescapés d'engins explosifs Rescapés parmi les anciens combattants	Assistance aux victimes — Prise en charge des besoins de santé physique et mentale et des autres besoins (spécifiques et généraux) à court, moyen et long terme
				Assurance maladie			
2016	Vidéo de SCI Ukraine	Save the Children Ukraine	Ukraine	Subventions en espèces	Transfert en espèces	Familles touchées par les engins explosifs	Assistance aux victimes — Renforcement de l'autonomie, du pouvoir de décision et de la résilience

2018	Cash transfer Programming in Armed Conflict: The ICRC's experience [Programmes de transferts monétaires dans les conflits armés : l'expérience du CICR]	CICR	Yémen	Séances de réadaptation et d'appareillage à l'intention des rescapés vulnérables d'engins explosifs	En fonction des cas :	EO survivors	Victim Assistance - Short-, medium- and long-term physical and mental health and other needs (specific and general) are met; Self-reliance, decision-making power and resilience improved
	Cash transfer Programming in Armed Conflict: The ICRC's experience [Programmes de transferts monétaires dans les conflits armés : l'expérience du CICR]	CICR	Nigéria	Contributions aux moyens de subsistance	Transfert en espèces	EO-affected families IDPs on the move	Victim Assistance - Self-reliance, decision-making power and resilience improved
	Cash transfer Programming in Armed Conflict: The ICRC's experience [Programmes de transferts monétaires dans les conflits armés : l'expérience du CICR]	CICR	Soudan du Sud	Projets relatifs aux moyens de subsistance (bétail)	Bons d'achat conditionnels	Familles touchées par les engins explosifs et personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays	Assistance aux victimes — Renforcement de l'autonomie, du pouvoir de décision et de la résilience
	Cash transfer Programming in Armed Conflict: The ICRC's experience [Programmes de transferts monétaires dans les conflits armés : l'expérience du CICR]	CICR	Somalie	Subventions de démarrage liées aux moyens de subsistance	Transfert en espèces/ argent mobile	Familles touchées par les engins explosifs Familles vulnérables	Assistance aux victimes — Renforcement de l'autonomie, du pouvoir de décision et de la résilience
	Cash transfer Programming in Armed Conflict: The ICRC's experience [Programmes de transferts monétaires dans les conflits armés : l'expérience du CICR]	CICR	Liban	Redémarrage des moyens de subsistance : 6 versements de 150 dollars Versement unique de 2 000 dollars	Transfert en espèces	Rescapés d'engins explosifs	Assistance aux victimes — Renforcement de l'autonomie, du pouvoir de décision et de la résilience
	Cash transfer Programming in Armed Conflict: The ICRC's experience [Programmes de transferts monétaires dans les conflits armés : l'expérience du CICR]	CICR	Yémen	Bons d'achat pour du pain	Bons d'achat conditionnels	Familles vulnérables	Assistance aux victimes — Renforcement de l'autonomie, du pouvoir de décision et de la résilience

2019	MULTI-PURPOSE CASH TRANSFER 'PLUS': Maximizing impact on children through integrated cash-based Programming [TRANSFERTS MONÉTAIRES À USAGES MULTIPLES « PLUS » : accroître les effets positifs sur les enfants grâce à des programmes fondés sur les transferts monétaires]	Save the Children	Colombie	Transferts monétaires à usages multiples (y compris le budget santé pour les familles avec une personne handicapée à charge)	Transfert en espèces	Rescapés d'engins explosifs	Assistance aux victimes — Renforcement de l'autonomie, du pouvoir de décision et de la résilience
2020	Humanitarian Cash and Social Protection in Yemen [Programmes d'aide humanitaire en espèces et de protection sociale au Yémen]	Meraki Labs	Yémen	Transferts monétaires à usages multiples d'équipes de pays des Nations Unies ciblées à des ONGI	Transfert en espèces	EFamilles touchées par les engins explosifs	Assistance aux victimes — Renforcement de l'autonomie, du pouvoir de décision et de la résilience

4. Exemples récents de la contribution de la CVA aux résultats de protection dans le cadre de la lutte antimines relevés lors des entretiens avec les informateurs clés

Date	Source	Organisme d'exécution	Lieu	Intervention	Modalité d'exécution	Groupe(s) cible(s)	Résultat(s) pertinent(s)
2017-2020	Spécialiste des transferts en espèces du CICR	CICR	Ukraine	Indemnités de déplacement pour accéder aux soins de santé et autres indemnités de subsistance	Mise à disposition de liquidités	Rescapés d'un accident/incident lié aux engins explosifs	Atténuation des risques - Réduction du taux de mortalité des victimes d'engins explosifs
2020	Spécialiste des transferts en espèces du CICR	CICR	Afghanistan	Microcrédits	Microcrédits	Amputé/blessé médullaire	Assistance aux victimes — Renforcement de l'autonomie, du pouvoir de décision et de la résilience
	Spécialiste des transferts en espèces du CICR	CICR	RDC	Panier de dépenses minimum unique pour 1 mois (80 dollars), versé sous forme d'argent mobile dans les cas où cela est jugé plus sûr	Transfert en espèces	Personnes extrêmement vulnérables, y compris les rescapés d'engins explosifs	Victim Assistance - Renforcement de l'autonomie, du pouvoir de décision et de la résilience ; diminution du risque de discrimination et d'isolement socio-économique
	Spécialiste des transferts en espèces du CICR	CICR	Ukraine	Soutien aux revenus pendant le traitement équivalent à 50 % ou 100 % du salaire minimum national pendant 3 à 12 mois	Transfert en espèces	Rescapés d'un accident/incident lié aux engins explosifs	Assistance aux victimes — Prise en charge des besoins de santé physique et mentale et des autres besoins (spécifiques et généraux) à court, moyen et long terme ; renforcement de l'autonomie, du pouvoir de décision et de la résilience
	Spécialiste des transferts en espèces du CICR	CICR	Ukraine	Prime de productivité	Transfert en espèces	Producteurs agricoles vivant à proximité de la ligne de conflit	Atténuation des risques — Diminution de l'exposition des personnes et des communautés aux risques liés aux engins explosifs
						Rescapés d'un accident/incident lié aux engins explosifs	Assistance aux victimes — Renforcement de l'autonomie, du pouvoir de décision et de la résilience
	Spécialiste des transferts en espèces du CICR	CICR	15 pays, dont la RDC, le Soudan du Sud et l'Ukraine	Prime de productivité	Transfert en espèces	Personnes exposées au risque d'être touchées par les engins explosifs	Atténuation des risques — Diminution de l'exposition des personnes et des communautés aux risques liés aux engins explosifs
	Gestionnaire du programme du DDG	DDG/DRC	Afghanistan	Transport unique vers les centres médicaux	Transfert en espèces	Personnes vulnérables déplacées par les conflits	Assistance aux victimes - Réduction du taux de mortalité des victimes d'engins explosifs ; prise en charge des besoins de santé physique et mentale et des autres besoins (spécifiques et généraux) à court, moyen et long terme ; renforcement de l'autonomie, du pouvoir de décision et de la résilience
				Transferts monétaires à usages multiples pour les moyens de subsistance et les besoins particuliers d'un montant de 110 dollars	Transfert en espèces		
	Gestionnaire du programme du DDG	DDG/DRC	Afghanistan	Paiement unique pour les besoins particuliers d'un montant de 110 dollars	Mise à disposition de liquidités	Personnes vulnérables déplacées par les conflits	Assistance aux victimes — Renforcement de l'autonomie, du pouvoir de décision et de la résilience
Gestionnaire du programme du DDG	DDG/DRC	Afghanistan	Aide à la protection individuelle — Valeur variable	Mise à disposition de liquidités	Gestion des cas de protection	Assistance aux victimes — Renforcement de l'autonomie, du pouvoir de décision et de la résilience	
Gestionnaire du programme du DDG	DDG/DRC	Afghanistan	Avoirs en espèces pour le système d'irrigation par dérivation de la rivière	Rémunération contre travail Avoirs en espèces	Environ 100 personnes Personnes vivant à proximité d'engins explosifs	Assistance aux victimes — Renforcement de l'autonomie, du pouvoir de décision et de la résilience	

	Gestionnaire du programme du DDG	DDG Organismes nationaux d'assistance aux victimes	Afghanistan	Subventions de subsistance	Transfert en espèces	Rescapés d'engins explosifs et personnes handicapées	Assistance aux victimes — Renforcement de l'autonomie, du pouvoir de décision et de la résilience
2020	Gestionnaire du programme du DDG	DDG Équipes de déminage	Afghanistan	Reconstruction (élimination des engins explosifs)	Mise à disposition de liquidités	Personnes vivant dans des zones polluées par des engins explosifs	Atténuation des risques — Diminution de l'exposition des personnes et des communautés aux risques liés aux engins explosifs
	Conseiller technique HI/MAG	Conseiller technique du MAG	Tchad	-	Subventions en espèces	Rescapés d'engins explosifs	Atténuation des risques — Réduction du taux de mortalité des victimes d'engins explosifs
	SCI	Conseiller technique en matière de transferts en espèces	Yémen	Subvention unique de protection d'un montant de 220 dollars	Transfert en espèces	Familles très vulnérables	Assistance aux victimes — Prise en charge des besoins de santé physique et mentale et des autres besoins (spécifiques et généraux) à court, moyen et long terme ; renforcement de l'autonomie, du pouvoir de décision et de la résilience
	SCI	Conseiller technique en matière de transferts en espèces	Yémen	Transfert en espèces (ou argent mobile) pendant 6 mois sur la base du panier de dépenses minimum (70 % de la population)	Transfert en espèces	IPC3, 4 ou 5, y compris les personnes handicapées et les familles dirigées par une femme	Assistance aux victimes — Renforcement de l'autonomie, du pouvoir de décision et de la résilience

Annex 3: References



Ali, B., Win, S., Collins B. (2020): *Cash and Voucher Assistance and Housing, Land and Property Rights, War Child* (Canada).

Baizan, P., Klein, N. (2019): *Minimum Expenditure Basket: Decision Making Tools, The Cash Learning Partnership*.

Berg, M., Seferis, L. (2015): *Protection Outcome in Cash Interventions: A Literature Review*, (UNHCR, ECHO, Danish Refugee Council).

Cross, A., Canales, A., Shaleva, E. (2018): *Cash Transfer Programming in the Education and Child Protection Sectors: Literature Review and Evidence Maps*.

Cross, A., Manell, T., Megevant, M. (2018): *Humanitarian Cash Transfer Programming and Gender-Based Violence Outcomes* (Women Refugee Commission, International Rescue Committee)

Convention of Cluster Munitions, Dubrovnik Action Plan (2016).

Counterterrorism and Humanitarian Engagement Project, “An Analysis of Contemporary Anti-Diversion Policies and Practices of Humanitarian Organizations”; Research and Policy Paper (May 2014).

Disability Inclusion Strategy 2019-2023, Department for International Development UK, (2018).

Global Protection Cluster, Task Team on Cash for Protection, Cash and Voucher Assistance for Protection (2020)

Global Protection Cluster, Mine Action AoR, Key Messages on Victim Assistance (2020)

Harman, L. (2018): *The Role of Cash Transfers in Improving Child Outcomes: The importance of child-sensitive and taking a ‘Cash Plus’ approach*, Save the Children.

IASC, Guidelines Inclusion of Persons with Disabilities in Humanitarian Action (2019).

ICRC, ESOSEC RESPONSE Handbook (2019).

ICRC, Physical Rehabilitation Programme 2019 Annual Report (2020).

Longhurst, D., Harvey, P., Sabates-Wheeler, R., Slater, R. (2020): *Linking Social Protection and Humanitarian Cash and Voucher Assistance*, The Cash Learning Partnership.

Mines Advisory Group, 15.10 Community Liaison HMA Global Technical Standards (2020)

ODI, Doing cash differently, ODI, Center for Global Development (2015)

Sarrouh, L. (2019): *Cash Transfer Programming and Child Protection in Humanitarian Action*, The Alliance for Child Protection in Humanitarian Action.



Slim, H., Banfield, R., Adenhof, T.S., Burton, J. (2018): *Cash Transfer Programming in Armed Conflict: The ICRC's Experience*, ICRC.

Standardising Beneficiary Definitions in Humanitarian Mine Action (2020).

The Cash Learning Partnership, Glossary of Terminology for Cash and Voucher Assistance.

The Grand Bargain: A Shared Commitment to Better Serve People in Need (2016).

The State of the World's Cash 2020: Cash and Voucher Assistance in Humanitarian Aid, The Cash Learning Partnership (2020).

UNMAS, IMAS 13.10 Victim Assistance (2020).

UNMAS, Mine Action Strategy 2019 – 2023.

Women Refugee Commission, Statement on Women IDPs Inclusion in Development Planning (2020).

World Education Laos, [USAID Okard](#), (accessed October 2020).

